

# SIGNAUX GIROD <sup>TM</sup>

GIRO  
LISTED  
NYSE  
EURONEXT

## Rapport annuel Exercice 2007 / 2008



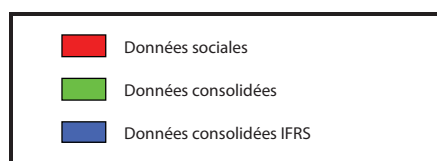
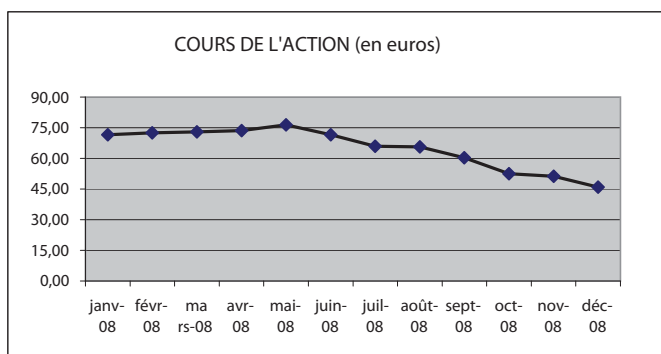
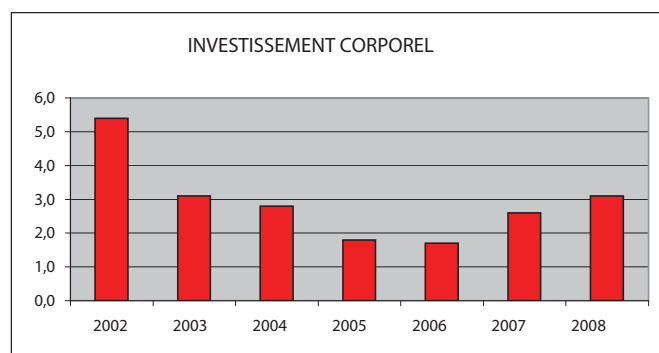
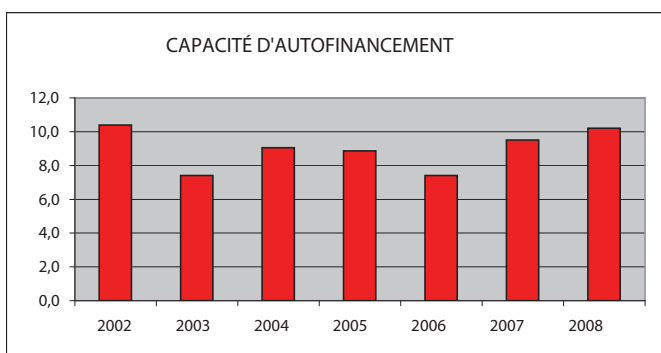
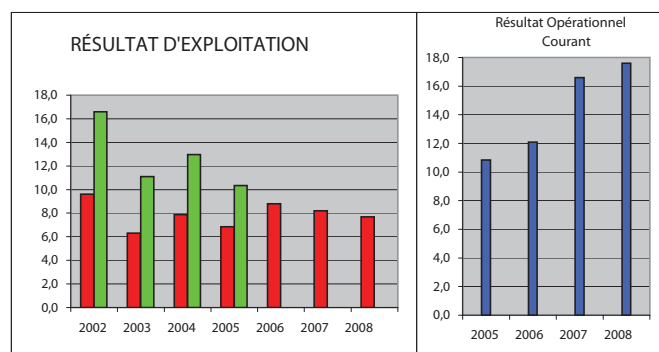
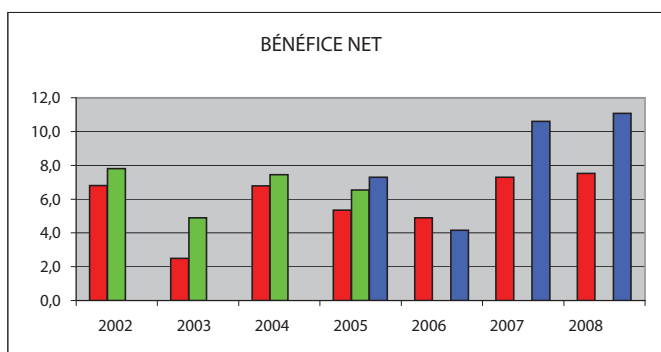
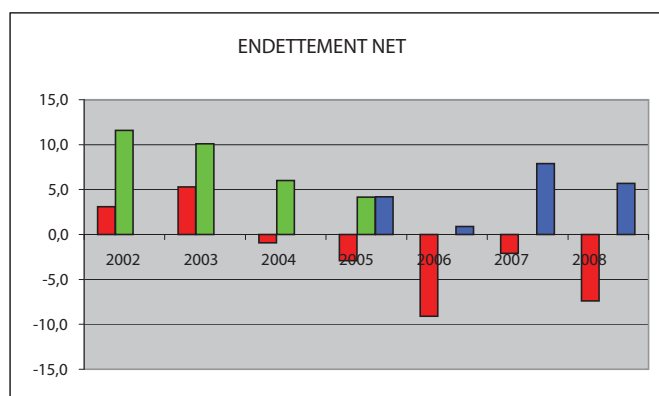
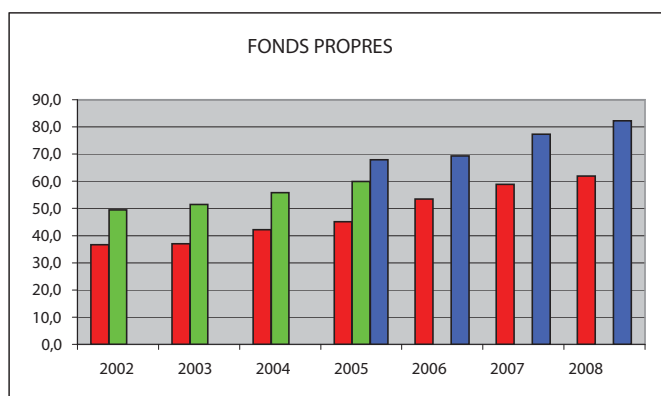
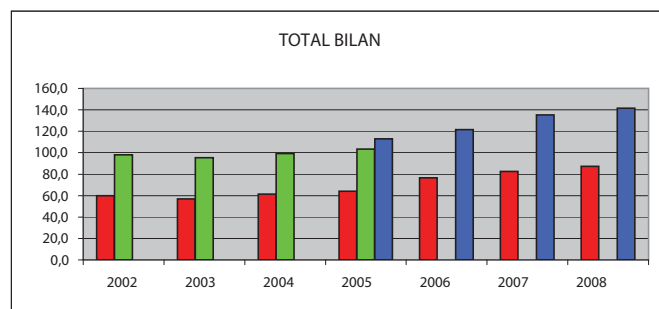
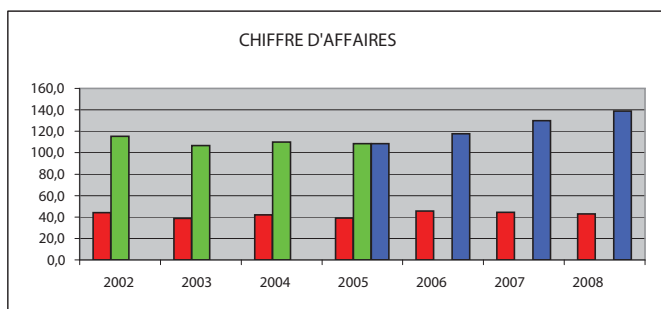
ISO 14001  
BUREAU VERITAS  
Certification



ISO 9001  
BUREAU VERITAS  
Certification



# CHIFFRES CLÉS ( En Millions d'euros)



## Le message du Président

Les chiffres et résultats de cet exercice 2007/2008 sont d'une qualité jamais atteinte à ce jour par le groupe Girod.

Les objectifs ambitieux définis en début d'exercice ont été dépassés malgré une conjoncture difficile.

La stratégie de développement dans les métiers de la signalisation et des équipements de la ville et de la route a permis une progression de l'activité avec une hausse du chiffre d'affaires de 6,8 %.

Cette croissance s'est accompagnée d'une poursuite de l'amélioration de la rentabilité, le résultat opérationnel ayant augmenté de 7,6 % et le résultat net de 3,9 %.

En comparaison du résultat opérationnel courant de l'exercice 2005/2006 la hausse du résultat est de 45,7 %.

Ces performances résultent des choix de développement réalisés en France et à l'étranger afin d'apporter toujours plus de service à nos clients et de la capacité du groupe à générer des économies et des gains de productivité.

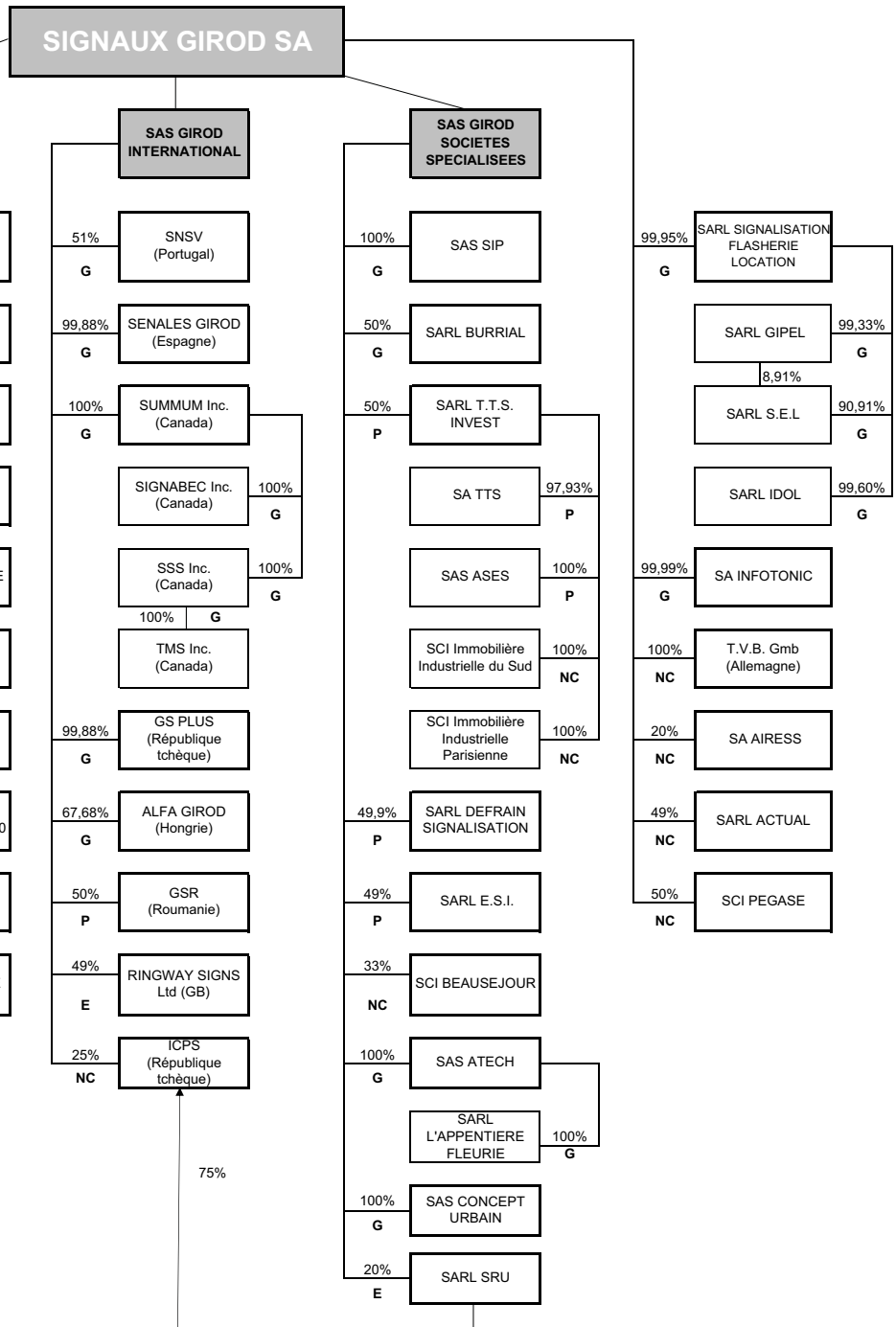
En France, malgré les prix dangereusement bas pratiqués aujourd'hui par notre profession et la perte de quelques marchés historiques, notre chiffre d'affaires progresse malgré tout de 7,6 % grâce à l'intégration des nouvelles activités.

A l'étranger, l'activité a progressé de 10 % en Europe et a régressé de 13,6 % au Canada suite au déploiement d'une politique commerciale nouvelle.

Nos filiales Tchèque et Roumaine atteignent désormais des niveaux de résultat en ligne avec nos autres implantations.

L'exercice 2008/2009 en cette période d'incertitude s'annonce d'ores et déjà moins optimiste, cependant la solidité de notre bilan et de notre groupe, les synergies développées sur le terrain, les actions d'amélioration de productivité engagées nous permettront malgré tout de continuer à performer sur nos marchés et de conserver des niveaux de rentabilité de qualité.

Pierre GIROD  
Président du Conseil de Surveillance



# SOMMAIRE

## A.- Comptes consolidés en normes IFRS

I. - Bilan consolidé.....	1
II. - Compte de résultat en normes IFRS.....	2
III. - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS.....	3
IV. - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS.....	4
V.- Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS.....	4
I. – Présentation de l'activité et des événements majeurs.....	4
1.- Références de la société.....	4
2.- Caractéristiques de l'activité.....	4
3.- Événements majeurs de l'exercice 2007/2008.....	5
II. – Méthodes comptables significatives.....	5
1.- Principes de préparation des états financiers.....	5
1.1 Conformité aux normes comptables.....	5
1.2 Comparabilité des états financiers.....	5
1.3 Comptes consolidés – Principes de consolidation.....	5
2.- Recours à des jugements des estimations.....	6
3.- Résumé des méthodes comptables significatives.....	6
3.1 Présentation du bilan.....	6
3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères.....	7
3.3 Conversion des opérations en devises.....	7
3.4 Immobilisations corporelles.....	7
3.5 Coûts d'emprunt.....	7
3.6 Subventions publiques.....	7
3.7 Immeubles de placement.....	7
3.8 Regroupement d'entreprises et Goodwill.....	8
3.9 Immobilisations incorporelles.....	8
3.10 Dépréciation d'actifs.....	8
3.10.1 Tests de dépréciation des actifs incorporels et des goodwill.....	8
3.10.2 Tests de dépréciation des immobilisations corporelles industrielles.....	9
3.11 Actifs financiers.....	9
3.12 Stocks.....	9
3.13 Clients et autres débiteurs.....	9
3.14 Actifs non-courants détenus en vue de la vente et passifs afférents.....	9
3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	9
3.16 Emprunts portant intérêts.....	10
3.17 Provisions.....	10
3.18 Avantages au personnel.....	10
3.19 Contrats de location.....	11
3.20 Reconnaissance des produits des activités ordinaires.....	11
3.21 Frais de recherche et développement.....	11
3.22 Présentation du compte de résultat et principaux indicateurs financiers.....	11
3.23 Impôts.....	11
3.24 Résultat net par action.....	12
3.25 Nouvelles normes et interprétations applicables depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2007.....	12
3.26 Normes et interprétations d'application ultérieure, adoptées par l'Union Européenne.....	12
3.27 Normes et interprétations d'application ultérieure, non encore adoptées par l'Union Européenne.....	12
III. – Notes.....	13
Note 1.- Immobilisations corporelles.....	13
Note 2.- Immeubles de placement.....	14
Note 3.- Immobilisations incorporelles et goodwill.....	14
Note 4.- Regroupements d'entreprises.....	17
Note 5.- Actifs financiers non courants.....	18
Note 6.- Participation dans les entreprises associées.....	19
Note 7.- Participation dans les coentreprises.....	19
Note 8.- Stocks.....	20
Note 9.- Clients et comptes rattachés.....	20
Note 10.- Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants.....	21
Note 11.- Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	21
Note 12.- Actifs destinés à être cédés et passifs afférents.....	21
Note 13.- Capital émis et réserves.....	21
Note 14.- Emprunts portant intérêt.....	22
Note 15.- Provisions.....	22
Note 16.- Retraites et assimilés.....	23
Note 17.- Fournisseurs et comptes rattachés.....	23
Note 18.- Autres Passifs courants.....	23
Note 19.- Information sectorielle.....	24
Note 20.- Charges de personnel.....	27
Note 21.- Frais de recherche et développement.....	27
Note 22.- Amortissements, provisions et pertes de valeurs.....	27
Note 23.- Autres produits et charges d'exploitation.....	27
Note 24.- Autres produits et charges opérationnels.....	28
Note 25.- Coût de l'endettement financier net.....	28
Note 26.- Autres produits et charges financiers.....	28
Note 27.- Charge d'impôt.....	28
Note 28.- Quote-part dans le résultat des entreprises associées.....	29
Note 29.- Résultat par action.....	29
IV.- Engagements et passifs éventuels.....	29
V.- Informations relatives aux parties liées.....	31
VI.- Gestion du risque financier.....	32
VII.- Liste des entités et méthodes de consolidation.....	35
VIII.- Informations environnementales.....	36
IX.- Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	36
VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	37

## B.- Comptes sociaux

I. - Bilan au 30 septembre 2008 .....	38
II. – Compte de résultat.....	39
III. – Tableau des flux de trésorerie.....	40
IV. – Principes et méthodes comptables .....	40
1. - Immobilisations incorporelles et corporelles .....	40
2. - Immobilisations financières.....	41
3. - Stocks et en-cours.....	41
4. - Créances et dettes.....	41
5. - Valeurs mobilières de placement.....	41
6. - Provisions pour risques et charges.....	41
7. - Impôts.....	41
8. - Faits marquants et analyse objective sur l'évolution des affaires et des résultats.....	42
V. – Notes.....	43
1. - Actif immobilisé .....	43
2. - Stocks et En-cours .....	44
3. - Créances d'Exploitation.....	44
4. - Capitaux Propres.....	44
5. – Provisions.....	45
6. - Dettes Financières .....	46
7. - Dettes d'Exploitation.....	46
8. - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance.....	46
9. - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan .....	47
10. - Chiffre d'affaires - Soldes Intermédiaires de Gestion.....	47
11. - Résultat Financier .....	48
12. - Résultat Exceptionnel et transferts de charges.....	49
13. - Capacité d'autofinancement .....	49
14. - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt.....	49
15. - Tableau des filiales et participations .....	50
16. - Résultats des cinq derniers exercices .....	51
17. - Rémunérations et effectifs .....	51
18. - Engagements hors bilan .....	51
19. - Crédit Bail.....	52
20. - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société.....	52
21. - Capital social .....	52
22. - Obligations contractuelles .....	52
23. - Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice .....	52

## C. – Rapport de gestion

I.- Données relatives aux comptes consolidés .....	53
1.- Evolution du chiffre d'affaires consolidé.....	53
2. - Contribution au résultat net consolidé.....	53
3. - Données relatives aux filiales détenues directement .....	54
II. - Données relatives à la société mère .....	54
1. - Evolution du chiffre d'affaires.....	54
2. - Contribution au résultat .....	54
3. - Méthodes comptables .....	55
4. - Résultat financier.....	55
5. - Dividende .....	55
6. - Actionnariat .....	55
7. - Mouvements sur actions propres.....	55
8. - Perspectives.....	55
9. - Evolution des participations .....	56
10. - Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice.....	56
11. - Recherche et développement.....	56
III. - Relations humaines .....	56
1. - Ventilation des effectifs.....	56
2. - Organisation du temps de travail .....	57
3. - Sous-traitance – Main d'œuvre extérieure .....	57
4. - Absentéisme et motifs .....	57
5. - Rémunérations et leur évolution .....	57
6. - Hygiène et sécurité.....	57
7. – Formation .....	58
IV. - Analyse des risques .....	58
1. - Risques de marché .....	58
1.1 Risque de change.....	58
1.2 Risque de taux.....	58
2. - Risque industriel et lié à l'environnement .....	58
2.1 Environnement .....	58
2.2 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité.....	59
2.3 Assurance et couverture de risque .....	59
V. - Analyse objective et exhaustive sur l'évolution des affaires et des résultats .....	59
VI. – Attestation du responsable du rapport annuel.....	60

## D. Gouvernement d'entreprise

1-Organes d'administration, de direction et de contrôle.....	61
2-Renseignements concernant le capital social.....	62
3- Liste des mandats .....	64

<b>Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels .....</b>	<b>66</b>
<b>Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et les engagements réglementés .....</b>	<b>67</b>
<b>Avis de réunion valant avis de convocation .....</b>	<b>71</b>
<b>Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne .....</b>	<b>77</b>
I. - Description de l'entreprise .....	77
II. - Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance .....	77
1- Composition du Conseil de Surveillance.....	77
2- Code de gouvernement d'entreprise.....	78
3- Fréquence des réunions présence au Conseil de Surveillance .....	79
4- Convocations des membres du Conseil de Surveillance .....	79
5- Information des membres du Conseil de Surveillance .....	79
6- Tenue des réunions.....	79
7- Procès-verbaux des réunions .....	79
III. - Principe et règles arrêtés par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux.....	79
IV- Modalités de participation aux assemblées générales .....	80
V- Procédures de contrôle interne et de gestion des risques.....	80
1. Organisation générale du contrôle interne .....	80
2. Mise en œuvre du contrôle interne .....	81
3. Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière des actionnaires.....	81
<b>Organigramme hiérarchique et fonctionnel .....</b>	<b>83</b>
<b>Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance .....</b>	<b>84</b>

## A.- Comptes consolidés en normes IFRS

## I. - Bilan consolidé

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

Actifs	Note	30/09/2008	30/09/2007
<b>Actifs non courants</b>			
Ecart d'acquisition	3	11 804	7 172
Immobilisations incorporelles	3	1 095	815
Immobilisations corporelles	1	44 532	43 046
Immeubles de placement	2	336	336
Actifs financiers disponibles à la vente	5	73	73
Autres actifs financiers	5	315	312
Participations dans les entreprises associées	6	1 632	1 767
Actifs d'impôts différés		162	159
<b>Total actifs non courants</b>		<b>59 949</b>	<b>53 680</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	8	17 565	17 021
Clients et autres débiteurs	9	43 310	48 896
Actifs d'impôts exigibles	10	844	69
Autres actifs courants	10	2 503	2 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	17 422	12 139
<b>Total actifs courants avant actifs détenus en vue de la vente</b>		<b>81 644</b>	<b>80 683</b>
Actifs destinés à être cédés	12	0	1 071
<b>Total actifs courants</b>		<b>81 644</b>	<b>81 754</b>
<b>Total actifs</b>		<b>141 593</b>	<b>135 434</b>

Capitaux propres et passifs	Note	30/09/2008	30/09/2007
<b>Capitaux propres</b>			
Capital émis	13	14 808	14 808
Primes d'émission			
Résultats accumulés non distribués		55 023	50 605
Part du groupe dans les résultats		10 781	10 377
<b>Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère</b>		<b>80 612</b>	<b>75 790</b>
Intérêts minoritaires		1 645	1 542
<b>Total capitaux propres</b>		<b>82 257</b>	<b>77 332</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts portant intérêt	14	14 234	10 505
Provisions	15	2 000	2 000
Passifs liés aux avantages au personnel	16	1 299	1 175
Passifs d'impôts différés	27	3 994	3 018
<b>Total passifs non courants</b>		<b>21 527</b>	<b>16 698</b>
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts portant intérêt	14	8 892	9 591
Provisions	15	1 849	1 318
Fournisseurs	17	14 015	16 019
Passifs d'impôt exigible		8	629
Autres passifs courants	18	13 045	13 591
<b>Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées</b>		<b>37 809</b>	<b>41 148</b>
Passifs destinés à être cédés	12	0	256
<b>Total passifs courants</b>		<b>37 809</b>	<b>41 404</b>
<b>Total passifs</b>		<b>59 336</b>	<b>58 102</b>
<b>Total capitaux propres et passifs</b>		<b>141 593</b>	<b>135 434</b>



## II. - Compte de résultat en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2008	30/09/2007
Ventes de biens et services	19	138 793	129 993
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>138 793</b>	<b>129 993</b>
Autres produits de l'activité		0	0
Achats consommés		- 38 896	- 36 675
Charges de personnel	20	- 41 218	- 39 045
Charges externes		- 31 555	- 30 018
Impôts et taxes		- 3 148	- 3 107
Amortissements, provisions et pertes de valeur	22	- 6 000	- 5 659
Pertes de valeur des goodwill		0	0
Variations des stocks de produits en cours et finis		- 515	970
Autres produits et charges d'exploitations	23	145	98
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>17 606</b>	<b>16 557</b>
Autres produits et charges opérationnels	24	- 132	- 312
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>17 474</b>	<b>16 245</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		805	679
Coût de l'endettement financier brut		- 1 064	- 1 037
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	25	<b>- 259</b>	<b>- 358</b>
Autres charges financières et produits financiers nets	26	- 189	230
<b>Résultat financier</b>		<b>- 448</b>	<b>- 128</b>
Charge d'impôt	27	- 6 283	- 5 976
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	28	324	413
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou cédées</b>		<b>11 067</b>	<b>10 554</b>
Résultat des activités arrêtées ou cédées		0	0
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>11 067</b>	<b>10 554</b>
Intérêts minoritaires		286	177
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>10 781</b>	<b>10 377</b>
Résultat par action (en euros)	29	9.47	9.19
Résultat dilué par action (en euros)		9.47	9.19
Nombre d'actions		1 139 062	1 139 062
Nombre d'actions diluées		1 139 062	1 139 062

**III. - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS**  
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	30/09/08	30/09/07
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>17 064</b>	<b>16 353</b>
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	286	177
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	- 324	- 413
Dotations aux amortissements et provisions	6 022	5 594
Reprises amortissements et provisions	- 2 743	- 1 034
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	2 500	465
Produits financiers	- 805	- 679
Charges financières	1 064	1 037
Impôt sur les résultats payé	- 6 913	- 6 432
Variation des actifs et passifs d'exploitation	4 186	- 1 651
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>20 337</b>	<b>13 417</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	- 7 016	- 7 087
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	397	414
Acquisitions d'actifs financiers	- 52	- 34
Réductions d'actifs financiers	90	86
Intérêts reçus	805	679
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise (1)	- 6 313	- 9 883
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée (2)	724	
<b>Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement</b>	<b>- 11 365</b>	<b>- 15 825</b>
Variation des emprunts portant intérêt (courants)	- 7	- 824
Variation des emprunts portant intérêt (non courants)	3 306	6 156
Intérêts versés	- 1 064	- 1 037
Dividendes versés aux actionnaires ordinaires de la mère	- 5 695	- 2 449
Dividendes versés aux minoritaires	- 202	- 98
Dividendes reçus des entreprises associées	257	40
<b>Flux de trésorerie en provenance des activités de financement</b>	<b>- 3 405</b>	<b>1 788</b>
Ecart et variations de conversion	236	32
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>5 803</b>	<b>- 588</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	6 426	7 014
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	12 229	6 426
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>5 803</b>	<b>- 588</b>

(1) L'incidence au 30 septembre 2008 sur la trésorerie nette du groupe des acquisitions de filiales correspond au prix payé pour l'acquisition de la sociétés SIP, net de la trésorerie présente à la date d'acquisition (voir note 4 : « Regroupements d'entreprises »).

(2) Le poste « cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée » correspond au prix encaissé sur la cession de la filiale Soudo Metal, nette de la trésorerie présente à la date de la cession.

	30/09/08	30/09/07
Variation des stocks	481	- 1 397
Variation des créances	7 779	1 497
Variation des dettes	- 4 074	- 1 751
<b>Variation des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>4 186</b>	<b>- 1 651</b>

**IV. - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS**  
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Résultat part du groupe	Réserves non distribuées	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<b>Situation nette 01/10/06</b>	<b>14 808</b>	<b>3 879</b>	<b>49 166</b>	<b>1 437</b>	<b>69 290</b>
Affectation du résultat		- 3 879	3 879		0
Dividendes versés au titre de l'exercice			- 2 449	- 98	- 2 547
Bénéfice de l'exercice 2006/2007		10 377		177	10 554
Variation écart de conversion et autres			9	26	35
<b>Situation nette 01/10/07</b>	<b>14 808</b>	<b>10 377</b>	<b>50 605</b>	<b>1 542</b>	<b>77 332</b>
Affectation du résultat		- 10 377	10 377		0
Dividendes versés au titre de l'exercice			- 5 695	- 202	- 5 897
Bénéfice de l'exercice 2007/2008		10 781		286	11 067
Variation écart de conversion et autres			- 264	19	- 245
<b>Situation nette 30/09/08</b>	<b>14 808</b>	<b>10 781</b>	<b>55 023</b>	<b>1 645</b>	<b>82 257</b>

**V.- Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS**

I. – Présentation de l'activité et des évènements majeurs

**1.- Références de la société**

En date du 12 décembre 2008, le directoire a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Signaux Girod S.A. pour l'exercice clos au 30 septembre 2008.

Signaux Girod S.A. est une société anonyme cotée sur Euronext Paris compartiment C, immatriculée en France.

**2.- Caractéristiques de l'activité**

La société propose une gamme de produits très diversifiée : allant de la signalisation verticale permanente routière, autoroutière et temporaire à des produits résolument adaptés à la nouvelle sociologie de l'aménagement urbain et rural (signalisation électronique et dynamique, mobilier urbain, signalétique, signalisation touristique et produits en email).

L'entreprise s'est adaptée aux exigences du marché en se décentralisant par la création de filiales ou établissements implantés sur tout le territoire français. Le but a été de se rapprocher de sa clientèle (l'état et les collectivités locales dans une large mesure) pour lui apporter un service rapide, personnalisé et un concept global de réalisation des projets.

Signaux Girod a parallèlement développé des activités spécialisées grâce à ses filiales GIROD LINE (signalisation horizontale et aménagements urbains : pavés, dalles, bordures en résine), SFL (étude, location, mise en place de signalisation temporaire), TTS (signalisation électronique), ATECH (n°1 européen du fleurissement urbain), Concept Urbain (fabricant de mobilier urbain haut de gamme) et SIP (entreprise spécialisée dans la décoration adhésive appliquée sur les tramways, bus, trains...).

Le Groupe Signaux Girod se positionne ainsi en véritable aménageur de la route et de la ville : embellissement de centre ville, revêtements de chaussées, mise en valeur du patrimoine, mobilier urbain, fleurissement... Il est le partenaire de ses clients pour le diagnostic, la conception, le contrôle et la maintenance de ses installations.

Le groupe est aujourd'hui présent à l'international : au Canada, en Espagne, en Grande Bretagne, en Roumanie, en Hongrie, en République Tchèque et au Portugal. Des structures spécifiques, autonomes, fabriquant uniquement pour les besoins de leur pays, ont été créées pour répondre aux spécificités de leurs marchés.

Satisfaction clients, amélioration continue, protection de l'environnement, politique de développement durable... Tels sont les enjeux de Signaux Girod afin d'assurer la qualité de ses produits tout en réduisant l'impact environnemental de son activité industrielle.

Deux certifications internationales attestent de cet engagement : la certification ISO 9001 version 2000 (norme qualité : satisfaction clients) et ISO 14001 version 2004 (norme : respect de l'environnement).

### **3.- Événements majeurs de l'exercice 2007/2008**

Le chiffre d'affaires a progressé de 6,8 % à 138,8 millions ; le résultat net part du groupe quant à lui est en augmentation de 3,9 % à 10.7 millions.

En décembre 2007, le Groupe a cédé la totalité de sa filiale Soudo Metal. Cette société, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel de soudage (Pincés à souder...), était la seule société du Groupe dont l'activité ne relevait pas du domaine de l'équipement de la ville et de la route.

Le 29 février 2008, le Groupe a acquis 100 % du capital de la société SIP.

Cette société, située à Miribel (Ain) est spécialisée dans les différents types de marquage et sérigraphie industrielle. Elle bénéficie d'une expertise importante dans la décoration adhésive appliquée au transport de personnes. Cette entreprise comptant un effectif moyen de 46 collaborateurs, a depuis plus de 20 ans axé sa politique commerciale et, par implication, son outil de travail dans ce domaine. A ce jour, cette activité propre au transport représente les deux tiers de son chiffre d'affaires qui s'élevait à 8 620 K€ en 2007. Ses références en matière de décoration sont significatives dans le domaine des bus urbains, tramways, véhicules de Conseils Généraux...

En septembre 2008, la société ATECH a absorbé sa société mère, la société Takyado. Cette opération qui se traduit par la disparition de la société holding Takyado est sans influence sur le pourcentage de participation détenu par le Groupe dans la société Atech (100 %).

En septembre 2008, la SAS Girod Participations change de dénomination sociale pour SAS Girod Sociétés Spécialisées. Cette société regroupe les filiales dont l'activité présente une spécificité par rapport à l'activité principale du Groupe. Ses principales filiales sont Atech (mobilier de fleurissement des villes), Concept Urbain (mobilier urbain haut de gamme), SIP (marquage et sérigraphie industrielle), TTS (signalisation électronique – panneaux à messages variables).

## **II. – Méthodes comptables significatives**

### **1.- Principes de préparation des états financiers**

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS (International Financial Reporting Standards). Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

#### **1.1 Conformité aux normes comptables**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés annuels du groupe Signaux Girod qui sont publiés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2008, ont été établis suivant les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 30 septembre 2008.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Par ailleurs la note 3.26 mentionne la liste des normes et interprétations publiées et non encore entrées en vigueur.

#### **1.2 Comparabilité des états financiers**

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués au 30 septembre 2007 en normes IFRS, sont ceux appliqués au 30 septembre 2008.

#### **1.3 Comptes consolidés – Principes de consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod et de ses filiales au 30 septembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la Société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe, les comptes des sociétés dont le contrôle est partagé par le Groupe et celles dont le Groupe détient une influence notable.

#### **Participations dans les entreprises contrôlées de manière exclusive**

Les sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le Groupe a une participation, généralement majoritaire (pourcentage de contrôle supérieur à 50%), et en détient le contrôle. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte « intérêts minoritaires ». La part des actionnaires minoritaires au bénéfice est présentée distinctement dans le compte de résultat. Pour les entités autres que les entités ad hoc le contrôle est apprécié sur la base des droits de vote actuels et potentiels.

#### **Participations non consolidées**

Les titres des sociétés qui remplissent les critères de consolidation mais qui n'ont plus aucune activité ne sont pas consolidés et sont inscrits en titres de participation.

Les sociétés non consolidées pour lesquelles il est impossible d'évaluer leur juste valeur de façon fiable, notamment parce qu'elles ne sont pas cotées, sont valorisées au coût d'acquisition.

#### **Participation dans les entreprises associées**

La participation du groupe dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe a une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une coentreprise du groupe.

#### **Participation dans les coentreprises**

La participation du groupe dans les coentreprises contrôlées conjointement est comptabilisée selon la méthode de l'intégration proportionnelle, ce qui implique de consolider ligne par ligne, dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés, la quote-part des actifs, passifs, produits et charges de la coentreprise.

## **2.- Recours à des jugements et des estimations**

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faits par la Direction du Groupe; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces jugements et estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établis en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ils sont évalués de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les jugements et estimations peuvent être révisés si les circonstances sur lesquelles ils étaient fondés évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux jugements et estimations significatifs faits par la direction du Groupe portent notamment sur la détermination des pertes de valeur sur les actifs financiers, les écarts d'acquisition, les provisions pour litiges, les engagements de retraite, et les impôts différés.

Les jugements et estimations utilisés sont détaillés dans les notes correspondantes.

## **3.- Résumé des méthodes comptables significatives**

### **3.1 Présentation du bilan**

Conformément à IAS 1, le Groupe présente son bilan en distinguant les parties courantes et non courantes des actifs et des passifs.

La distinction des éléments courants des éléments non courants a été effectuée selon les règles suivantes :

- les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle normal de l'activité sont classés en « courants » ;
- les actifs et passifs, hors cycle normal d'exploitation, sont présentés en « courants », d'une part et en « non courants » d'autre part, selon que leur échéance est à plus ou moins d'un an.

### 3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes consolidés sont établis en euro qui est la monnaie fonctionnelle du groupe.  
Les goodwill détenus sont également convertis en euro, monnaie fonctionnelle du groupe.

### 3.3 Conversion des opérations en devises

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux historique en vigueur à la date de la transaction. A la clôture, les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de clôture, et l'écart de change latent qui en résulte est inscrit au compte de résultat.

### 3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique, ou à leur juste valeur pour celles acquises par regroupement d'entreprises, excluant les coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer de l'immobilisation dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif :

Constructions	15 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 20 ans

La base amortissable tient compte d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des indices de perte de valeur indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tous gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) sont inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle. De tels changements sont traités comme des changements d'estimation conformément à IAS 8.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles est comptabilisée en résultat dans la catégorie des dotations aux amortissements.

### 3.5 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 3.6 Subventions publiques

Les subventions publiques sont reconnues quand il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que toutes les conditions auxquelles elles sont soumises seront satisfaites. Lorsque la subvention est reçue en contrepartie d'un élément de charge, elle est comptabilisée en produit sur une base systématique et sur une durée propre à permettre son rattachement aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque la subvention est liée à un actif, elle est présentée en produits différés. Lorsque le Groupe reçoit des subventions non monétaires, l'actif et cette subvention sont comptabilisés à leur montant nominal et la subvention est rapportée au compte de résultat sur la durée d'utilité attendue de l'actif correspondant, par annuités constantes.

### 3.7 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont évalués initialement à leur coût de transaction. La valeur comptable inclut les coûts de remplacement d'une partie de l'immeuble, lorsqu'ils sont supportés et si les critères de comptabilisation sont satisfaits. Elle n'intègre pas les coûts d'entretien courant de l'immeuble de placement. Les immeubles de placement sont ultérieurement évalués à leur juste valeur, qui reflète les conditions du marché à la date de clôture. Les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur de l'immeuble de placement sont inclus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

### 3.8 Regroupement d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition. Ceci conduit à reconnaître les actifs identifiables (y compris les immobilisations incorporelles non reconnues précédemment) et les passifs identifiables (y compris les passifs éventuels, à l'exception des restructurations futures) de l'activité acquise en juste valeur.

Le goodwill dégagé dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt acquise par le Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à compter de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que des actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités ou groupes d'unités. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est ainsi affecté :

- représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne ; et

- n'est pas plus grand qu'un secteur fondé sur le premier ou le deuxième niveau d'information sectorielle du Groupe, déterminé conformément à IAS 14 Information Sectorielle.

Si le goodwill a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, le goodwill lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. Le goodwill ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Lorsque des filiales sont cédées, la différence entre le prix de cession et l'actif net cédé augmenté des écarts de conversion accumulés et de la valeur nette du goodwill est reconnue au compte de résultat.

### 3.9 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et celles acquises par regroupement d'entreprises à leur juste valeur.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (Voir note « Dépréciation d'actifs »).

Un résumé des durées d'utilité les plus généralement appliquées aux immobilisations incorporelles du Groupe est présenté ci-dessous :

Licences de logiciels	Amortissement linéaire sur des durées de 5 à 8 ans
Brevets, etc.	Amortissement linéaire sur des durées de 10 à 20 ans

Pour ces immobilisations aucune valeur résiduelle n'est considérée.

### 3.10 Dépréciation d'actifs

#### 3.10.1 Tests de dépréciation des actifs incorporels et des goodwills

Les goodwills et les actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence que la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), alors une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel, imputée en priorité sur les goodwills.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. Cependant, les pertes de valeur comptabilisées relatives à des goodwills sont irréversibles. Les pertes de valeur, et inversement les reprises de perte de valeur, sont

comptabilisées en résultat. Les dotations aux amortissements sont éventuellement ajustées afin que la valeur comptable révisée de l'actif soit répartie sur la durée d'utilité restant à courir.

### 3.10.2 Tests de dépréciation des immobilisations corporelles industrielles

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

La plupart des actifs corporels industriels du Groupe ne générant pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs, le Groupe procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'unité génératrice qui les exploite, en cas d'indice de pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie, si et seulement si, la valeur recouvrable de l'unité est inférieure à la valeur comptable de l'unité.

### 3.11 Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation des sociétés non consolidées, les créances rattachées aux participations, ainsi que les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers.

Les actifs financiers non courants sont initialement valorisés à leur juste valeur. Lorsque la juste valeur de ces actifs est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est constatée pour ramener la valeur nette comptable des actifs au niveau de leur juste valeur.

Conformément à IAS 39, les titres de participation des sociétés contrôlées et non cotées qui ne sont pas consolidées en raison de leur caractère non significatif sont analysés comme des titres disponibles à la vente et valorisés à leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période.

Les avances et dépôts de garantie sont des actifs financiers non-dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat lorsque les prêts et les créances sont décomptabilisés ou dépréciés.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de transaction.

### 3.12 Stocks

Les stocks et encours de production industrielle sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient est déterminé selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Ce coût de revient inclut les coûts de matières et de la main-d'œuvre directe ainsi qu'une quote-part de frais indirects de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminées du résultat consolidé.

### 3.13 Clients et autres débiteurs

Les créances clients, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables. Une provision est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

### 3.14 Actifs non-courants détenus en vue de la vente et passifs afférents

Conformément à la norme IFRS 5, sont considérés comme destinés à être cédés, les actifs non courants qui sont disponibles à la vente et dont la vente est hautement probable et pour lesquels un plan de vente des actifs a été engagé par un niveau de direction approprié (y compris lorsque ce plan s'inscrit dans une procédure de liquidation judiciaire). Les actifs non courants considérés comme destinés à être cédés sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis.

### 3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent les disponibilités bancaires, les disponibilités en caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.



### 3.16 Emprunts portant intérêts

Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

### 3.17 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Lorsque la provision est utilisée, la reprise de provision est comptabilisée au crédit du compte de charge dans lequel a été enregistrée la dépense couverte par la provision. Lorsque la reprise de provision traduit l'extinction du risque prévu sans dépense associée, la reprise est comptabilisée au crédit du compte de dotation aux provisions.

Les provisions liées au cycle normal d'exploitation sont classées dans la catégorie des provisions courantes.

### 3.18 Avantages au personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, le groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite ou de prévoyance. En France, chaque employé du Groupe bénéficie d'un régime de retraite à prestations définies sous la forme d'une indemnité de fin de carrière qui est versée en une seule fois lors du départ en retraite du salarié et dont le financement est assuré par le groupe. Afin de couvrir, au moins partiellement, ses engagements, le groupe a, dans certains cas, versé à une institution externe chargée de la gestion des fonds, c'est-à-dire une compagnie d'assurances, des sommes destinées au paiement futur d'une partie des charges correspondantes.

Régimes de base :

Dans certains pays, et plus particulièrement en France, le groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes d'Etat.

Régimes à cotisations définies :

Les prestations versées dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. L'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Régimes à prestations définies :

Le coût des avantages accordés lié aux régimes à prestations définies est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les hypothèses et méthodes actuarielles sous jacentes sont décrites dans le paragraphe III, note 16. Le montant comptabilisé au passif au titre d'un régime à prestations définies comprend la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs du régime utilisés directement pour éteindre les obligations. La valeur des engagements étant fixée à chaque fin d'exercice (soit au 30 septembre de chaque année) dans les conditions indiquées ci-dessus. Les charges comptabilisées au cours de l'exercice tiennent compte :

- des droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- de la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- du rendement attendu en début d'exercice sur les fonds placés auprès d'une institution externe ;
- de l'amortissement, sur la durée résiduelle d'acquisition des droits des salariés, des impacts liés à l'évolution des textes légaux et conventionnels.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004, aucun versement n'a été effectué à une institution externe au titre des indemnités de fin de carrière.

Les écarts actuariels liés d'une part, aux changements de certaines hypothèses, d'autre part, aux ajustements d'expérience, et enfin, aux écarts entre le rendement attendu et le rendement réel des fonds, sont constatés en totalité par situation nette conformément à l'amendement IAS 19.

### 3.19 Contrats de location

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

### 3.20 Reconnaissance des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- la preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- la livraison du bien a eu lieu ou la prestation a été effectuée ;
- le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété, soit :

- à la livraison pour le chiffre d'affaires généré par les ventes de panneaux ;
- au fur et à mesure de l'exécution du service (avancement), pour les prestations de services : pose, marquage, et maintenance ;
- au prorata temporis pour les contrats de location.

### 3.21 Frais de recherche et développement

Le groupe engage des frais de développement à travers ses bureaux d'études internes destinés essentiellement à la création de nouveaux produits, à l'amélioration des produits existants et au développement de projet d'études graphiques.

Ces dépenses ne respectent pas les conditions d'immobilisations définies par IAS 38 et sont, par conséquent, inscrites en charges opérationnelles durant la période au cours de laquelle elles sont exposées.

### 3.22 Présentation du compte de résultat et principaux indicateurs financiers

Le Groupe présente le compte de résultat par nature.

#### **Résultat opérationnel courant :**

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et coûts récurrents directement liés aux activités du Groupe, exception faite des produits et charges qui résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, tel que la provision pour contentieux administratif exposée en note 15 des annexes.

#### **Autres produits et charges opérationnels :**

Cette rubrique est alimentée dans le cas où un événement important intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise.

Ils incluent les produits et charges en nombre très limités, non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

#### **Résultat opérationnel :**

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

### 3.23 Impôts

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

### 3.24 Résultat net par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

### 3.25 Nouvelles normes et interprétations applicables depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007

- La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – informations à fournir sur le capital » requièrent de fournir des informations relatives à l'importance des instruments financiers au regard de la situation et de la performance financière du Groupe, ainsi que des informations quantitatives et qualitatives sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels le groupe est exposé. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'impact sur la performance ou la situation financière du Groupe. Toutefois, elle a engendré des notes annexes complémentaires.

- IFRIC 10, Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation), entrée en vigueur à compter du 1er novembre 2006. Cette interprétation précise qu'une entité ne doit pas reprendre une perte de valeur comptabilisée au titre d'une période intermédiaire précédente et portant sur un goodwill ou sur un placement dans un instrument de capitaux propres ou dans un actif financier comptabilisé au coût. Dans la mesure où le Groupe n'avait pas constaté de telle reprise, l'interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes du groupe.

- IFRIC 11 / IFRS 2, Actions propres et transactions Intra-groupe (entrée en vigueur à compter du 1er mars 2007), requiert que les accords aux termes desquels des droits aux instruments de capitaux propres d'une entité sont octroyés à un membre du personnel, doivent être comptabilisés comme des transactions réglées en instrument de capitaux propres, ce indépendamment des modalités selon lesquelles l'entité satisfait à ses obligations, soit par l'acquisition desdits instruments auprès d'un tiers, soit par l'intermédiaire de ses actionnaires. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence pour le Groupe.

### 3.26 Normes et interprétations d'application ultérieure, adoptées par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes qui n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe sont :

- IFRS 8, Secteurs opérationnels (entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2009), requiert la présentation d'information sur les secteurs d'activité opérationnels du Groupe, et remplace les dispositions relatives à la détermination des secteurs de premier et de second niveau, telles que définies dans la norme IAS 14 (Information sectorielle). La direction procède actuellement à l'évaluation de l'impact de la norme IFRS 8 sur les états financiers du Groupe ;

- Révision de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt ».

### 3.27 Normes et interprétations d'application ultérieure, non encore adoptées par l'Union Européenne

Par ailleurs, les normes ou interprétations suivantes, publiées par l'IASB, n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne :

- Révision de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » ;

- Révision de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » ;

- Révision de la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » ;

- Amendement à IFRS 2 « Conditions d'acquisitions et d'annulations » ;

- Amendement à IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation » ;

- Amendement à IFRS 1 et IAS 27 « Coût des investissements dans des filiales, co-entreprises et entreprises associées » ;

- Interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services » ;

- Interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients » ;

- Interprétation IFRIC 14 « Limitation de l'actif au titre des prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction » ;

- Amélioration des normes IFRS relatives, notamment, au traitement des prêts publics à taux bonifié (IAS 20), à la reprise de la dépréciation du goodwill (IAS 28), au traitement des dépenses de publicité et de promotion (IAS 38) et à l'amortissement progressif (IAS 38).

- Interprétation IFRIC 15 « Contrats de constructions immobilières »

- Interprétation IFRIC 16 « Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger »

Les effets de l'application de ces nouveaux textes sont en cours d'analyse par le Groupe.

III. – Notes

**Note 1.- Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations corporelles aux 30 septembre 2008, 30 septembre 2007 et 30 septembre 2006.

<b>30/09/2008</b>	<b>Valeurs brutes</b>	<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Perte de valeur</b>	<b>Valeurs nettes</b>
Terrains et constructions	34 823	10 433		24 390
Installations matériels et outillages	26 259	14 766		11 493
Autres immobilisations corporelles	16 257	7 608		8 649
<b>Total</b>	<b>77 339</b>	<b>32 807</b>		<b>44 532</b>

<b>30/09/2007</b>	<b>Valeurs brutes</b>	<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Perte de valeur</b>	<b>Valeurs nettes</b>
Terrains et constructions	32 343	9 427		22 916
Installations matériels et outillages	28 039	16 453		11 586
Autres immobilisations corporelles	16 040	7 496		8 544
<b>Total</b>	<b>76 422</b>	<b>33 376</b>		<b>43 046</b>

<b>30/09/2006</b>	<b>Valeurs brutes</b>	<b>Amortissements cumulés</b>	<b>Perte de valeur</b>	<b>Valeurs nettes</b>
Terrains et constructions	29 008	8 377		20 631
Installations matériels et outillages	25 054	13 947	128	10 979
Autres immobilisations corporelles	14 836	7 066	32	7 738
<b>Total</b>	<b>68 898</b>	<b>29 390</b>	<b>160</b>	<b>39 348</b>

b) Variation des immobilisations corporelles entre le 30 septembre 2006 et le 30 septembre 2008 :

<b>Au 30 septembre 2006, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>39 348</b>
Investissements	7 576
Amortissements de l'exercice	- 4 818
Cessions	- 1 281
Pertes de valeur	152
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 236
Mouvements de périmètre	2 238
Effets des variations de change et autres variations	67
<b>Au 30 septembre 2007, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>43 046</b>
Investissements	6 299
Amortissements de l'exercice	- 4 818
Cessions	- 403
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	0
Mouvements de périmètre	798
Effets des variations de change et autres variations	- 390
<b>Au 30 septembre 2008, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>44 532</b>

c) Subventions liées à des immobilisations corporelles

Les subventions liées à des immobilisations corporelles sont présentées au bilan en produits différés et représentent un montant de 202 K€.

A la date de clôture, toutes les subventions comptabilisées satisfont aux critères d'attribution et il n'existe pas de risque de remboursement.

d) Immobilisations acquises par voie de location financement

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
30/09/2008	6 660	2 952	3 708
30/09/2007	6 069	2 535	3 534
30/09/2006	5 296	2 504	2 792

Les biens pris en location sont pour l'essentiel du matériel industriel et du matériel roulant.

**Note 2.- Immeubles de placement**

	30/09/08	30/09/07
Solde au début de l'exercice	336	336
Augmentations	0	0
Résultat net d'ajustement à la juste valeur	0	0
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>336</b>	<b>336</b>

Les immeubles de placement sont évalués à la juste valeur. Cette dernière a été déterminée à partir d'évaluations réalisées par un expert aux 30 septembre 2008 et 2007, pour les besoins de chacun des exercices. Cet expert est spécialiste de l'évaluation de ce type d'immeuble de placement. La juste valeur représente le montant auquel les actifs peuvent être échangés entre un acheteur et un vendeur bien informés, consentants et agissant dans des conditions de concurrence normale à la date d'évaluation, ce en conformité avec les normes internationales d'évaluation.

Le montant des produits locatifs constatés en résultat (dans le poste Produit des activités courantes) au titre de l'exercice 2007/2008 se chiffre à 41 K€ contre 38 K€ pour l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles directes (y compris les réparations et la maintenance) occasionnées par les immeubles de placement représentent 4 K€ pour l'exercice 2007/2008 contre 4 K€ au titre de l'exercice précédent. Ces dernières figurent principalement au poste Charges externes du compte de résultat consolidé

**Note 3.- Immobilisations incorporelles et goodwill**

Les immobilisations incorporelles et les goodwill, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations incorporelles et goodwill aux 30 septembre 2008, 30 septembre 2007 et 30 septembre 2006 :

30/09/2008	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	11 804	*		11 804
Concessions, brevets, licences	472	325		147
Autres immobilisations incorporelles	1 451	503		948
<b>Total</b>	<b>13 727</b>	<b>828</b>		<b>12 899</b>

\* non applicable

30/09/2007	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	7 172	*		7 172
Concessions, brevets, licences	536	374		162
Autres immobilisations incorporelles	1 031	378		653
<b>Total</b>	<b>8 739</b>	<b>752</b>		<b>7 987</b>

\* non applicable

30/09/2006	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	528	*		528
Concessions, brevets, licences	340	191		149
Autres immobilisations incorporelles	665	365		300
<b>Total</b>	<b>1 533</b>	<b>556</b>		<b>977</b>

\* non applicable

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels.

b) Variation des goodwills entre le 30 septembre 2006 et le 30 septembre 2008 :

<b>Au 30 septembre 2006, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>528</b>
Investissements	0
Cessions	0
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 113
Mouvement de périmètre	6 757
Effets des variations de change et autres variations	
<b>Au 30 septembre 2007, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>7 172</b>
Investissements	
Cessions	
Pertes de valeur	
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvements de périmètre	4 632
Effets des variations de change et autres variations	
<b>Au 30 septembre 2008, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>11 804</b>

Analyse sectorielle du goodwill net par zone géographique :

	30/09/08	30/09/07
France	11 804	7 172
Europe		0
Canada		0
<b>Total en valeur nette</b>	<b>11 804</b>	<b>7 172</b>

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation des goodwill sont les suivantes :

	30/09/08
Taux sans risque	4,3 %
Bêta	0,8
Coût de la dette	4 %
Taux d'impôt	33,33 %
Taux de croissance à long terme	2 %
Taux d'actualisation retenu	10 %

Le Bêta est le coefficient combiné de performance de l'action et de volatilité.

La valeur terminale des UGT est estimée à un multiple du dernier cash flow.

Les calculs pratiqués au titre de l'année 2008 n'ont pas amené à constater de dépréciation des écarts d'acquisition

c) Variation des actifs incorporels entre le 30 septembre 2006 et le 30 septembre 2008 :

<b>Au 30 septembre 2006, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>449</b>
Investissements	446
Amortissements de l'exercice	- 143
Cessions	-3
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	-3
Mouvements de périmètre	69
Effets des variations de change et autres variations	0
<b>Au 30 septembre 2007, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>815</b>
Investissements	479
Amortissements de l'exercice	- 206
Cessions	- 44
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	0
Mouvements de périmètre	11
Effets des variations de change et autres variations	40
<b>Au 30 septembre 2008, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur</b>	<b>1 095</b>

## Note 4.- Regroupements d'entreprises

Le 29 février 2008, le Groupe a acquis 100 % du capital de la société SIP, spécialisée dans les différents types de marquage et sérigraphie industrielle.

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2008 tiennent compte du résultat réalisé par la société SIP depuis la date d'acquisition.

La part du groupe (100 %) dans cette acquisition est la suivante :

	Valeur initiale	Réévaluations	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	3	8	11
Immobilisations corporelles	315	483	798
Immobilisations financières	36		36
Impôt différé actif			
Stocks	989	55	1 044
Clients	2 258		2 258
Autres actifs	113		113
Trésorerie et équivalents de trésorerie	809		809
	<b>4 523</b>	<b>546</b>	<b>5 069</b>
Impôt différé passif		68	68
Provisions	15	15	30
Dettes financières	206	214	420
Fournisseurs	1 470		1 470
Autres dettes	592		592
	<b>2 283</b>	<b>297</b>	<b>2 580</b>
% de participation			100 %
<b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>			<b>2 489</b>
Coût d'acquisition			7 063
<b>Goodwill</b>			<b>4 574</b>

Coût d'acquisition	7 063
Trésorerie nette de la filiale acquise	808
<b>Incidence sur la trésorerie du groupe</b>	<b>6 255</b>

Part financée par emprunt	5 000
Part financée par trésorerie et équivalent de trésorerie	2 063
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>7 063</b>

L'emprunt contracté pour financer l'acquisition de la société SIP est assorti d'une clause de covenant qui porte sur le respect d'un seul ratio financier (le ratio « Endettement global élargi au crédit bail / Capacité d'autofinancement incluant la part d'amortissement en capital des loyers de crédit bail » doit être inférieur à trois). Ce ratio est respecté à la clôture de l'exercice.

Sur la période du 29 février 2008 au 30 septembre 2008, l'effet de cette acquisition sur le chiffre d'affaires et le résultat du groupe a été le suivant :

Chiffre d'affaires	4 825
Résultat net	325

Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 septembre 2008, période correspondant au dernier exercice clos par la société SIP, le chiffre d'affaires et le résultat social ont été les suivants :

Chiffre d'affaires (9 mois)	6 212
Résultat net (9 mois)	405



**Note 5.- Actifs financiers non courants**

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers non courants valorisés au coût ou au coût amorti correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Pour les titres de participation et les créances associés de filiales en liquidation, la juste valeur a été considérée nulle, au regard des perspectives de recouvrement de ces actifs, ce qui explique, pour l'essentiel, la provision existante au 30 septembre 2008.

L'ensemble des sociétés non consolidées ne contribue pas au chiffre d'affaires du groupe et très peu au bilan consolidé.

Les actifs financiers non courants du Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Actifs financiers disponibles à la vente	3 721	4 212
Créances rattachées à des participations	2 947	4 848
Autres actifs financiers	234	210
<b>Actifs financiers</b>	<b>6 902</b>	<b>9 270</b>
Moins : Provisions pour dépréciation	-6 514	- 8 885
<b>Actifs financiers non courants nets</b>	<b>388</b>	<b>385</b>

Les actifs financiers disponibles à la vente, constitués par des titres de sociétés non consolidées par le groupe, s'analysent comme suit :

Titres de participation détenus	% détenu	30/09/08		30/09/07	
		Valeur brute	Provision	Valeur brute	Provision
Océan Optic	10.6	0	0	492	492
Actual	49.0	56	56	56	56
Airess	20.0	3 354	3 354	3 354	3 354
TVB	100.0	232	232	232	232
SCI Beauséjour	33.0	41		41	
Autres		38	6	37	5
<b>Total</b>		<b>3 721</b>	<b>3 648</b>	<b>4 212</b>	<b>4 139</b>

La société Océan Optique a été définitivement liquidée et les titres ont été passés en perte au cours de cet exercice.

Les sociétés françaises, Actual et Airess, et la société TVB (Allemagne), sont toujours en cours de liquidation judiciaire.

La quote-part revenant au Groupe, des résultats et des capitaux propres des sociétés non consolidées, n'est pas significative.

Créances rattachées	30/09/08		30/09/07	
	Valeur brute	Provision	Valeur brute	Provision
TVB	2 120	2 120	2 120	2 120
Airess	0	0	1 876	1 876
New Social Light	437	437	437	437
Actual	268	268	268	268
Autres	122	9	147	13
	<b>2 947</b>	<b>2 834</b>	<b>4 848</b>	<b>4 714</b>

**Note 6.- Participation dans les entreprises associées**

Le groupe détient 49 % d'intérêt dans la société Ringway Signs (GB), spécialiste de la signalisation verticale, et 20 % dans la société SRU, spécialisée dans la commercialisation de produits destinés à la signalisation routière.

Le tableau suivant résume les informations financières concernant la participation dans Ringway Signs et SRU (données chiffrées du bilan et du compte de résultat multipliées par le taux de participation du groupe).

	Ringway Signs		SRU	
	30/09/08	30/09/07	30/09/08	30/09/07
Actifs	2 424	3 225	261	268
Dettes	905	1 563	149	163
<b>Actifs nets</b>	<b>1 519</b>	<b>1 662</b>	<b>112</b>	<b>105</b>
Produits des activités ordinaires	4 298	4 862	482	517
Résultats	247	334	77	79
Valeur comptable de la participation	1 519	1 662	112	105

Ces participations ne sont pas cotées.

**Note 7.- Participation dans les coentreprises**

La contribution des coentreprises dans les comptes consolidés du groupe est la suivante :

	30/09/08		30/09/07	
	Actifs courants	Actifs non courants	Actifs courants	Actifs non courants
ASES	682	185	867	212
Defrain Signalisation	77	12	62	10
ESI	549	80	599	95
GSR	400	716	307	822
TTS	1 602	313	1 519	311
TTS Invest	20	2	28	1

	30/09/08		30/09/07	
	Passifs courants	Passifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants
ASES	226	25	463	11
Defrain Signalisation	54	9	24	8
ESI	211	17	184	14
GSR	100	4	97	9
TTS	1 144	176	1 323	35
TTS Invest	153	347	140	421

	Exercice 2007/2008		Exercice 2006/2007	
	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles
ASES	1 095	1 258	1 243	1 304
Defrain Signalisation	83	98	89	95
ESI	1 126	1 069	1 140	1 097
GSR	646	557	248	322
TTS	2 047	1 877	2 615	2 398
TTS Invest	1	- 19	4	-15

## Note 8.- Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Matières premières	10 279	9 244
Encours de biens	3 445	3 823
Produits intermédiaires et finis	3 055	2 922
Marchandises	1 382	1 666
<b>Total</b>	<b>18 161</b>	<b>17 655</b>
Moins : Provisions pour perte de valeur	- 596	- 634
<b>Valeur nette des stocks et encours</b>	<b>17 565</b>	<b>17 021</b>

## Note 9.- Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés du Groupe nettes de provisions s'analysent comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Créances clients et comptes rattachés	45 042	50 624
Moins : Provisions pour dépréciation	- 1 732	- 1 728
<b>Valeur nette des créances clients et comptes rattachés</b>	<b>43 310</b>	<b>48 896</b>

Pour les termes et conditions concernant les autres parties liées, se référer au § « V.- Informations relatives aux parties liées ».

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 90 jours, sauf pour le cas particulier de l'Espagne où les délais de règlement couramment pratiqués sont parfois supérieurs à 360 jours.

Au 30 septembre 2008, les créances clients d'une valeur nominale de 1 732 K€ (1 728 K€ au 30 septembre 2007) ont été totalement dépréciées. Les mouvements de provisions pour dépréciation des créances se détaillent comme suit :

	Dépréciées individuellement	Dépréciées collectivement	Total
<b>Au 30 septembre 2006</b>	<b>1 494</b>		<b>1 494</b>
Dotations de l'année	502		502
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 280		- 280
Reprises non utilisées	- 1		- 1
Mouvement de périmètre	13		13
<b>Au 30 septembre 2007</b>	<b>1 728</b>		<b>1 728</b>
Dotations de l'année	392		392
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 213		- 213
Reprises non utilisées	- 209		- 209
Mouvement de périmètre	67		67
Ecart de conversion	- 33		- 33
<b>Au 30 septembre 2008</b>	<b>1 732</b>		<b>1 732</b>

Au 30 septembre 2008, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées				
			Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	De 60 à 90 jours	De 90 à 120 jours	Plus de 120 jours
30/09/08	43 310	27 855	5 065	2 107	1 675	1 440	5 168

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

L'essentiel des créances non provisionnées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est nulle. Les délais de paiement les plus longs concernent notre filiale espagnole pour laquelle on constate que certaines collectivités locales appliquent des délais de règlement parfois supérieurs à 360 jours.

**Note 10.- Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants**

Les autres actifs courants s'analyse comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Créances fiscales d'impôts sur les bénéfices	844	69
<b>Total actifs d'impôts exigibles</b>	<b>844</b>	<b>69</b>
Avances, acomptes sur commandes en cours	148	238
Créances sociales	283	202
Créances fiscales	686	737
Créances sur cession d'immobilisations	0	0
Débiteurs divers	531	541
Charges constatées d'avance	855	840
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>2 503</b>	<b>2 558</b>

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres actifs courants correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

**Note 11.- Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent

	30/09/08	30/09/07
Comptes bancaires et caisses	4 039	4 188
Autres valeurs mobilières de placements	13 383	7 951
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>17 422</b>	<b>12 139</b>
Concours bancaires courants	- 5 192	- 5 723
Comptes bancaires et concours bancaires courants sur activité abandonnée	0	10
<b>Solde trésorerie repris pour le calcul des flux de trésorerie</b>	<b>12 230</b>	<b>6 426</b>

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires qui sont liquides et facilement convertibles.

**Note 12.- Actifs destinés à être cédés et passifs afférents**

En septembre 2007, la décision de céder la société Soudo-Métal, filiale à 100 % de la société Girod Participations, a été prise. La cession a été finalisée en décembre 2007 et a généré un résultat de cession de - 80 K€ enregistré en « Autres produits et charges opérationnels ».

**Note 13.- Capital émis et réserves**

Le capital est composé de 1 139 062 actions de 13 € nominal, entièrement libérées au 30 septembre 2008. Il n'y a pas de programme de rachat d'actions. La société ne détient aucune action propre.

	30/09/08	30/09/07
Actions ordinaires au nominal de 13 €	1 139 062	1 139 062

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital ou de création d'actions au cours de l'exercice.

## Note 14.- Emprunts portant intérêt

Détail des emprunts

<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>	<b>30/09/08</b>	<b>30/09/07</b>
Part des emprunts à moins d'un an	3 481	3 617
Dettes participation des salariés à moins d'un an	92	150
Dettes financières diverses à moins d'un an	127	101
Concours bancaires courants	5 192	5 723
<b>Total</b>	<b>8 892</b>	<b>9 591</b>

<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>	<b>30/09/08</b>	<b>30/09/07</b>
Part des emprunts à plus d'un an	13 198	9 382
Dettes participation des salariés à plus d'un an	778	945
Dettes financières diverses à plus d'un an	258	178
<b>Total</b>	<b>14 234</b>	<b>10 505</b>

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants

	<b>30/09/2008</b>			<b>30/09/2007</b>
	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>	
Emprunts bancaires	10 541	2 657	13 198	9 382
Dettes participation des salariés	778		778	945
Dettes diverses	252	6	258	178
<b>Emprunts portant intérêt</b>	<b>11 571</b>	<b>2 663</b>	<b>14 234</b>	<b>10 505</b>

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des emprunts portant intérêt correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les ratios financiers correspondant à des clauses de type « covenant » liées à certains emprunts n'étaient pas respectés à la date de clôture et l'accord de l'établissement de crédit visant à documenter son accord de ne pas rendre cette dette immédiatement exigible n'était pas obtenu à cette date. En conséquence, la totalité du solde dû sur ces emprunts a été présenté dans la catégorie des passifs courants. Ce retraitement porte sur 654 K€.

## Note 15.- Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

a) Provisions au 30 septembre 2007 et au 30 septembre 2008

	<b>30/09/08</b>	<b>30/09/07</b>
<b>Provisions courantes</b>		
Risques et charges divers	1 849	1 318
	<b>1 849</b>	<b>1 318</b>
<b>Provisions non courantes</b>		
Litige concurrence	2 000	2 000
	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>3 849</b>	<b>3 318</b>

b) Variation des provisions du 30 septembre 2007 au 30 septembre 2008

	<b>Solde au 30/09/07</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Dotation de l'exercice</b>	<b>Reprise de l'exercice</b>		<b>Ecart de change</b>	<b>Solde au 30/09/08</b>
				<b>Provision utilisée</b>	<b>Provision non utilisée</b>		
Litiges	3 318	15	842	160	167	1	3 849
<b>Total provisions</b>	<b>3 318</b>	<b>15</b>	<b>842</b>	<b>160</b>	<b>167</b>	<b>1</b>	<b>3 849</b>

La provision de 2 000 K€ enregistrée à la clôture de l'exercice 2005/2006, concernant un litige lié à la réglementation de la concurrence et représentant la meilleure estimation du risque de pénalités encourues, n'a pas été modifiée, aucun élément nouveau n'étant intervenu.

Les autres provisions pour charges concernent des litiges en cours.

**Note 16.- Retraites et assimilés**

	Solde au 30/09/07	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Activité destinée à être cédée	Solde au 30/09/08
				Provision utilisée	Provision non utilisée		
Avantages postérieurs à l'emploi	1 175	14	155	45		0	1 299
<b>Total passifs liés aux avantages au personnel</b>	<b>1 175</b>	<b>14</b>	<b>155</b>	<b>45</b>		<b>0</b>	<b>1 299</b>

Pour le calcul des IDR, le Groupe considère que les départs volontaires à la retraite n'entraient pas dans le champ d'application de l'article 11 de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2008 (ANI).

	30/09/08	30/09/07
Valeur actualisée de l'obligation	1 811	1 636
Juste valeur des actifs du régime	512	461
Pertes (gains) actuariels non comptabilisés	0	0
Coût des services passés non comptabilisés	0	0
<b>Passif enregistré au bilan</b>	<b>1 299</b>	<b>1 175</b>

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 2006/2007, 2007/2008, se déclinent ainsi :

	30/09/08	30/09/07
Taux d'actualisation	4.36 %	4.44 %
Hypothèse de taux de progression des salaires	3.00 %	3.00 %

Le taux de turnover est calculé au niveau de chaque structure.

**Note 17.- Fournisseurs et comptes rattachés**

Les dettes fournisseurs de la société s'analysent comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 015	16 019
<b>Total</b>	<b>14 015</b>	<b>16 019</b>

**Note 18.- Autres Passifs courants**

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

	30/09/08	30/09/07
Avances sur commandes	285	360
Dettes fiscales et sociales	11 107	11 124
Autres dettes	898	1 194
Ecart de conversion passif	0	0
Produits constatés d'avance	755	913
<b>Total</b>	<b>13 045</b>	<b>13 591</b>

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres passifs correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

## Note 19.- Information sectorielle

En application de la norme IAS 14, Signaux Girod publie une information sectorielle par zone géographique et par secteur d'activité.

Le premier niveau d'information sectorielle est le secteur géographique. Les secteurs géographiques du Groupe Girod sont déterminés selon la localisation des actifs. Trois secteurs géographiques ont été retenus :

- France ;
- Europe hors France ;
- Canada.

Le second niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Quatre secteurs d'activité ont été retenus par le groupe :

- Signalisation verticale (Signalisation routière traditionnelle, électronique et mobilier urbain);
- Signalisation horizontale (marquage routier, aménagement urbain : pavés, dalles, bordures...);
- Location et services (études, location, mises en place de signalisation temporaire);
- Autres activités (marquage et sérigraphie sur véhicules et activités annexes).

## a) Analyse par zones géographiques

## Résultat sectoriel

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Ventes de biens et services	116 304	16 587	5 902	138 793
Ventes inter-secteurs	-180	180		0
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>116 124</b>	<b>16 767</b>	<b>5 902</b>	<b>138 793</b>
Résultat sectoriel	17 920	1 976	- 828	19 068
Autres produits et charges opérationnels				- 132
Charges non affectées				- 1 462
Charges financières nettes				- 448
Charge d'impôt sur le résultat				- 6 283
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				324
Résultat des activités arrêtées ou cédées				0
<b>Résultat net de l'exercice</b>				<b>11 067</b>

## Actifs sectoriels

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	35 410	4 968	4 490	44 868
Immobilisations incorporelles	12 819	80	0	12 899
Stocks	14 511	2 635	419	17 565
Clients	34 725	5 532	3 053	43 310
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>97 465</b>	<b>13 215</b>	<b>7 962</b>	<b>118 642</b>

## Passifs sectoriels

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Provisions et retraite	1 299			1 299
Fournisseurs et comptes rattachés	11 055	2 132	828	14 015
Autres passifs courants	11 923	963	159	13 045
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>24 277</b>	<b>3 095</b>	<b>987</b>	<b>28 359</b>

## Autres informations sectorielles

## Investissements

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles	4 904	386	1 009	6 299
Immobilisations incorporelles	400	79	0	479

Dotations aux amortissements et provisions

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles	3 305	577	936	4 818
Immobilisations incorporelles	197	10	0	207
Charges d'impairment sur immobilisations corporelles				
Charges d'impairment sur immobilisations incorporelles				
Charges sans contrepartie de trésorerie	841	159	-25	975
<b>Total</b>	<b>4 343</b>	<b>746</b>	<b>911</b>	<b>6 000</b>

Résultat sectoriel

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Ventes de biens et services	108 013	15 144	6 836	129 993
Ventes inter-secteurs	-133	133		
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>107 880</b>	<b>15 277</b>	<b>6 836</b>	<b>129 993</b>
Résultat sectoriel	17 982	1 494	- 1 193	18 283
Autres produits et charges opérationnels	- 191	- 65	- 56	- 312
Charges non affectées				-1 726
Charges financières nettes				- 128
Charge d'impôt sur le résultat				- 5 976
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				413
<b>Résultat net de l'exercice</b>				<b>10 554</b>

Actifs sectoriels

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	33 402	5 173	4 807	43 382
Immobilisations incorporelles	7 976	11	0	7 987
Stocks	13 770	2 651	600	17 021
Clients	39 055	5 720	4 121	48 896
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>94 203</b>	<b>13 555</b>	<b>9 528</b>	<b>117 286</b>

Passifs sectoriels

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Provisions et retraite	1 175			1 175
Fournisseurs et comptes rattachés	12 543	2 614	862	16 019
Autres passifs courants	12 374	1 046	171	13 591
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>26 092</b>	<b>3 660</b>	<b>1 033</b>	<b>30 785</b>

Autres informations sectorielles

Investissements

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles	5 057	2 004	515	7 576
Immobilisations incorporelles	439	7	0	446



Dotations aux amortissements et provisions

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Immobilisations corporelles	3 125	405	1 288	4 818
Immobilisations incorporelles	136	5	2	143
Charges d'impairment sur immobilisations corporelles				0
Charges d'impairment sur immobilisations incorporelles				0
Charges sans contrepartie de trésorerie	382	354	- 38	698
<b>Total</b>	<b>3 643</b>	<b>764</b>	<b>1 252</b>	<b>5 659</b>

b) Analyse par secteurs d'activités

30/09/2008	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Ventes de biens et services	104 955	19 106	7 828	6 904	138 793
<b>Total des produits sectoriels</b>	<b>104 955</b>	<b>19 106</b>	<b>7 828</b>	<b>6 904</b>	<b>138 793</b>

30/09/2008	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Immobilisations corporelles	35 502	3 318	5 144	904	44 868
Immobilisations incorporelles	8 257	13	35	4 594	12 899
Stocks	13 912	1 729	377	1 547	17 565

Autres informations sectorielles  
Investissements

30/09/2008	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Immobilisations corporelles	4 612	283	1 341	63	6 299
Immobilisations incorporelles	475	2	1	1	479

30/09/2007	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Ventes de biens et services	101 568	15 055	9 975	3 395	129 993
<b>Total des produits sectoriels</b>	<b>101 568</b>	<b>15 055</b>	<b>9 975</b>	<b>3 395</b>	<b>129 993</b>

30/09/2007	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Immobilisations corporelles	34 114	3 852	5 351	65	43 382
Immobilisations incorporelles	7 918	15	43	11	7 987
Stocks	14 283	1 609	616	513	17 021

Autres informations sectorielles  
Investissements

30/09/2007	Signalisation verticale	Signalisation horizontale	Locations et services	Autres activités	Total
Immobilisations corporelles	5 578	1 209	786	3	7 576
Immobilisations incorporelles	434	9	2	1	446

**Note 20.- Charges de personnel**

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein est le suivant :

	30/09/08	30/09/07
Cadres et agents de maîtrise	258	276
Ouvriers et employés	874	808
<b>Total</b>	<b>1 132</b>	<b>1 084</b>
France	836	775
Europe	172	172
Canada	124	136

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

	30/09/08	30/09/07
Salaires et traitements	30 019	28 367
Charges salariales et patronales	11 199	10 678
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>41 218</b>	<b>39 045</b>

**Note 21.- Frais de recherche et développement**

Notre groupe concentre ses efforts sur des bureaux d'études internes qui travaillent sur des créations de nouveaux produits et sur des améliorations de l'existant.

Les frais de recherche et développement sont inscrits directement en compte de charges opérationnelles, en fonction de leur nature.

Pour la SA Signaux Girod, sur laquelle se concentre l'essentiel des efforts de développement du groupe, ces frais s'élèvent à 444 K€ pour l'exercice 2007/2008 contre 447 K€ pour l'exercice 2006/2007.

Des projets de développement sont également menés par certaines filiales du Groupe.

Les dépenses réalisées à ce titre au cours de cet exercice se sont élevées à 125 K€ pour la société TTS, 50 K€ pour la société ATECH et 51 K€ pour la société Concept Urbain.

**Note 22.- Amortissements, provisions et pertes de valeurs**

	30/09/08	30/09/07
Amortissements des immobilisations incorporelles	206	143
Amortissements des immobilisations corporelles	4 818	4 818
Pertes de valeur	0	0
<b>Total amortissements et pertes de valeur</b>	<b>5 024</b>	<b>4 961</b>
Dotations aux provisions et reprises	976	698
<b>Total amortissements, provisions et pertes de valeur</b>	<b>6 000</b>	<b>5 659</b>

**Note 23.- Autres produits et charges d'exploitation**

Les produits et charges d'exploitation se répartissent comme suit :

	30/09/08	30/09/07
Subventions d'exploitations	37	20
Autres produits et charges	108	78

**Note 24.- Autres produits et charges opérationnels**

Ils incluent les produits non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

	30/09/08	30/09/07
Dotation / Reprise perte de valeur sur immobilisations corporelles de société TMS		152
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	- 447	- 866
Produits sur cession d'immobilisations	395	402
Résultat net sur la cession de la filiale Soudo Métal	-80	
<b>Total des autres produits et charges opérationnels non courants</b>	<b>- 132</b>	<b>- 312</b>

**Note 25.- Coût de l'endettement financier net**

	30/09/08	30/09/07
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	805	679
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires	- 1 064	- 1 037
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>- 259</b>	<b>- 358</b>

**Note 26.- Autres produits et charges financiers**

	30/09/08	30/09/07
Gains nets de change	- 182	292
Variation de juste valeur des actifs financiers	- 7	- 62
<b>Total des autres produits et charges financiers</b>	<b>- 189</b>	<b>230</b>

**Note 27.- Charge d'impôt**

La charge d'impôt pour les exercices clos les 30 septembre 2008 et 2007 est principalement composée de :

	30/09/08	30/09/07
Charge d'impôt exigible	5 380	5 326
Charge d'impôt différée	903	650
<b>Charge d'impôt consolidée</b>	<b>6 283</b>	<b>5 976</b>

Le rapprochement chiffré entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable en France est le suivant pour les exercices clos les 30 septembre 2008 et 2007.

**Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique**

	30/09/08	30/09/07
Résultat net avant impôt	17 430	16 530
Taux d'imposition du Groupe	33.33 %	33.33 %
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>5 809</b>	<b>5 509</b>
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	- 31	- 66
- Activation de déficits antérieurs non reconnus	0	0
- Pertes de l'exercice non activées	777	1 362
- Autres différences permanentes	- 272	- 829
<b>Charge réelle d'impôt</b>	<b>6 283</b>	<b>5 976</b>

**Actifs et passifs d'impôt différés**

	30/09/08	30/09/07
<b>Impôts différés actifs</b>		
Provisions fiscalement réintégrées	376	442
Provisions complémentaires pour avantage au personnel	433	394
Autres différences	487	346
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 134	- 1 023
<b>Total</b>	<b>162</b>	<b>159</b>
<b>Impôts différés passifs</b>		
Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations (1)	3 990	3 469
Autres différences	1 138	572
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 134	- 1 023
<b>Total</b>	<b>3 994</b>	<b>3 018</b>
<b>Position nette d'impôts différés</b>	<b>3 832</b>	<b>2 859</b>

(1) Le poste « Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations » comprend notamment le retraitement des provisions pour amortissements dérogatoires constatées dans les sociétés françaises pour un montant de 3 575 K€.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 7 716 K€ au 30 septembre 2008.

**Note 28.- Quote-part dans le résultat des entreprises associées**

	30/09/08	30/09/07
Ringway	247	334
SRU	77	80
<b>Total</b>	<b>324</b>	<b>414</b>

**Note 29.- Résultat par action**

	30/09/08	30/09/07
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	10 781	10 377
Nombre d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 139 062	1 139 062
Résultat net en euros par action	9.47	9.19

	30/09/08	30/09/07
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	10 781	10 377
Nombre d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	1 139 062	1 139 062
Résultat net dilué en euros par action	9.47	9.19

**IV.- Engagements et passifs éventuels**

a) Engagements sur contrat de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de location sur certains véhicules à moteur, machines et locaux. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Locations simples	Au 30/09/08	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Constructions	2 931	663	1 805	463
Autres	2 918	1 449	1 469	
<b>Total</b>	<b>5 849</b>	<b>2 112</b>	<b>3 274</b>	<b>463</b>

Le montant des loyers passés en comptes de charges s'est élevé à 2 714 K€.

b) Engagements sur contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement qui sont traités conformément à IAS 17.

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et de location avec option d'achat, et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

	30/09/08	30/09/07
Paiements minimaux à moins d'un an	627	602
Paiements minimaux à plus d'un an et moins de cinq ans	1 622	1 807
Paiements minimaux à plus de cinq ans	186	374
<b>Paiements minimaux totaux au titre des contrats de location financement</b>	<b>2 435</b>	<b>2 783</b>
Moins les montants représentant des charges financières	- 258	- 275
<b>Valeur des paiements minimaux au titre de la location</b>	<b>2 177</b>	<b>2 508</b>

La valeur nette comptable des immobilisations capitalisées et liées à des contrats de location financement s'élève à 3 707 K€ au 30 septembre 2008.

c) Engagements d'investissement :

Au 30 septembre 2008, l'essentiel des engagements pris envers des tiers en matière d'investissement est constitué par des contrats de construction d'immeubles à usage de bureau, d'atelier et d'entrepôt. Le montant total de ces engagements s'élève à 2 538 K€ sur lesquels des factures correspondant à l'avancement des travaux, ainsi que des acomptes ont été enregistrés sur l'exercice pour un montant de 960 K€.

d) Engagements au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises

Au 30 septembre 2008, il n'y a pas d'engagement au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises.

e) Engagements donnés :

	30/09/08	30/09/07
Avals, cautions, garanties données (1)	8 149	8 183

(1) Dont caution de la SA Signaux Girod en couverture des concours bancaires de certaines filiales : 4462 K€ et actifs circulants donnée en garantie pour 2 373 K€ (3 550 K€).

Les engagements en matière de pensions et indemnités de départ en retraite ont été enregistrés au bilan en provision pour risques et charges.

f) Engagements reçus :

Néant

g) Litiges et passifs éventuels :

A l'exception du litige lié à la réglementation de la concurrence pour lequel la société a constaté une provision de 2000K€ au 30 septembre 2006, correspondant à sa meilleure estimation du risque de pénalités encourues, le groupe n'a pas connaissance de litiges ou passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 30 septembre 2008.

h) Droit individuel de formation :

Le groupe a maintenu en IFRS le traitement en normes françaises du droit individuel à la formation, conformément à l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF ». Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement. Mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés. Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

Au 30 septembre 2008 :

- Volume d'heures de la part ouverte des droits : 55 760 heures
- Volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés : 55 705 heures

**V.- Informations relatives aux parties liées**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod S.A. et des filiales énumérées dans la note VII.

La S.A.S. Société Familiale de Gestion Girod est l'ultime société mère du groupe.

Les transactions entre la société mère Signaux Girod et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions conclues avec les parties liées sur l'exercice :

	Créances	Dettes	Produits	Charges
<b>Entreprises qui ont une influence notable sur le groupe :</b>				
Société Familiale de Gestion Girod (S.F.G.P.G.)		367	2	482
<b>Entreprises associées :</b>				
Ringway Signs				
SRU		4		46
<b>Coentreprises :</b>				
ASES	27		37	8
Defrain Signalisation	3		3	12
ESI	70	14	262	46
GSR	7		34	17
TTS	60	240	156	1 007
TTS Invest	6		1	2

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis, ne sont pas porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances et les dettes sur les parties liées. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2008, le Groupe n'a constitué aucune provision pour créances douteuses relative aux montants dus par les parties liées (au 30 septembre 2007 : 0 €). Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

**Transactions avec d'autres parties liées :**

Rémunération du personnel dirigeant du groupe :

	30/09/08	30/09/07
Avantages à court terme	591	485
Avantages postérieurs à l'emploi		0
Autres avantages à long terme		0
Indemnités de fin de contrat de travail		0
Paiement en action		0
<b>Total des rémunérations au personnel dirigeant</b>	<b>591</b>	<b>485</b>

Ces rémunérations concernent les cinq membres du directoire et deux des membres du conseil de surveillance.

**VI.- Gestion du risque financier**

**Risque de taux d'intérêt**

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt du marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe, à taux variable. L'endettement à long et moyen terme auprès des établissements de crédit, emprunts classiques et emprunts correspondant à des contrats de crédit bail ou de location financement, se répartit de la façon suivante :

- Emprunts à taux fixe : 36 %
- Emprunts à taux variable : 57 %
- Emprunts à taux variable avec taux plafond garanti : 7 %

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation raisonnable dans les taux d'intérêt, toutes autres variables étant constantes par ailleurs (impact sur les emprunts à taux variable). Les capitaux propres du Groupe ne sont pas affectés.

	Augmentation / Diminution en points de base	Effet sur le résultat avant impôt
<b>30/09/2008</b>		
Europe	+ 15	- 11
Canada	+ 20	- 2
Europe	- 10	+ 7
Canada	- 15	+ 1
<b>30/09/2007</b>		
Europe	+ 15	- 4
Canada	+ 20	- 2
Europe	- 10	+ 3
Canada	- 15	+ 1

Le groupe n'a pas recours à des instruments de couverture.

**Risque de change**

La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée en euros.

Les filiales étrangères hors de la zone euro réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans leur monnaie nationale.

L'endettement des filiales hors zone euro est réalisé dans la devise de leurs pays respectifs.

Le sous-groupe canadien qui représente 4.2 % du chiffre d'affaires du groupe réalise l'ensemble de son chiffre d'affaires en dollars canadiens. Cette devise a présenté les taux de conversion suivant au cours de l'exercice :

- taux d'ouverture : 0.708 €
- taux de clôture : 0.668 €
- taux moyen : 0.658 €

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales européennes hors zone euro représente 3.6 % du chiffre d'affaires total. L'incidence éventuelle sur le groupe, des variations de change subies par ces filiales est très faible.

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt (liée aux variations de juste valeur des actifs monétaires) et des capitaux propres (liée aux variations de juste valeur des contrats à terme et aux couvertures d'investissements nets) du Groupe à une variation raisonnable du taux de change du dollar canadien, toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

	<b>Augmentation / Diminution du cours du CAD</b>	<b>Effet sur le résultat avant impôt (K€)</b>	<b>Effet sur les capitaux propres (K€)</b>
30/09/2008	+ 5 %	- 67	- 30
	- 5 %	67	30
30/09/2007	+ 5 %	- 86	- 55
	- 5 %	86	55

Le groupe n'a pas recours à des instruments de couverture.

### **Risque de crédit**

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée avec des collectivités territoriales et des organismes du secteur public.

Pour le reste du chiffre d'affaires, la politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, concerne essentiellement les actifs disponibles à la vente, pour lesquels l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces actifs.

Quant à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, ils sont principalement composés de SICAV monétaires de trésorerie.

### **Risque sur le cours des métaux**

Notre activité de fabrication de panneaux de signalisation est essentiellement consommatrice d'aluminium et d'acier. Les évolutions subies des cours de ces métaux ont une influence directe sur les prix de revient de nos produits.

Les services achats des entités qui travaillent directement ces métaux, à savoir le site de Bellefontaine, siège de la SA Signaux Girod pour la France, et les sites de production des filiales étrangères, veillent à assurer, dans un contexte de forte tension sur les cours, un approvisionnement régulier au cours le plus favorable.

### **Risque de liquidité**

La situation de trésorerie nette du Groupe est positive de 12 229 K€.

En France, 28 filiales sont liées par un contrat de centralisation de trésorerie avec la SA Signaux Girod. Ce contrat permet de faire remonter dans un compte centralisateur tenu par la société tête de groupe, la trésorerie des filiales excédentaires, et d'alimenter les comptes bancaires des filiales qui présentent un besoin de trésorerie. Ces opérations donnent lieu à une rémunération, calculée sur le montant des sommes reçues ou prêtées, à un taux qui varie en fonction du marché. La trésorerie excédentaire nette centralisée par la SA Signaux Girod est placée en SICAV monétaires de trésorerie.

Les filiales étrangères gèrent leur trésorerie, excédentaire ou non de façon autonome. Toutefois, la société mère est parfois amenée à donner sa caution en garantie des découverts accordés par les organismes bancaires à certaines de ces filiales.



**Instruments financiers inscrits au bilan**

	30/09/2008		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	73	73		73		
Autres actifs long terme	315	315			315	
Clients et autres débiteurs	43 310	43 310			43 310	
Autres actifs courants	3 347	3 347			3 347	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 422	17 422	17 422			
<b>Total actifs financiers</b>	<b>64 467</b>	<b>64 467</b>	<b>17 422</b>	<b>73</b>	<b>46 972</b>	
Passifs financiers non courants	14 234					14 234
Passifs financiers courants	8 892					8 892
Fournisseurs et autres créditeurs	14 015					14 015
Autres passifs courants	13 053					13 053
<b>Total passifs financiers</b>	<b>50 194</b>					<b>50 194</b>

	30/09/2007		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	73	73		73		
Autres actifs long terme	312	312			312	
Clients et autres débiteurs	48 896	48 896			48 896	
Autres actifs courants	2 627	2 627			2 627	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 139	12 139	12 139			
<b>Total actifs financiers</b>	<b>64 047</b>	<b>64 047</b>	<b>12 139</b>	<b>73</b>	<b>51 835</b>	
Passifs financiers non courants	10 505					10 505
Passifs financiers courants	9 591					9 591
Fournisseurs et autres créditeurs	16 019					16 019
Autres passifs courants	14 220					14 220
<b>Total passifs financiers</b>	<b>50 335</b>					<b>50 335</b>

## VII.- Liste des entités consolidées et méthodes de consolidation

	R.C.S.	Méthode		% d'intérêt	
		30/09/08	30/09/07	30/09/08	30/09/07
Romain Chelle	646 950 519	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Soudo Métal	542 038 286		I.G.		100.00
Languedoc Roussillon Signalisation	338 395 858	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signalisation Catalane	342 732 500	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Alp Signalisation	350 050 308	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Armoricaine de Signalisation	349 119 602	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Tarn Aveyron Signalisation	351 552 328	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signalisation Audoise	352 825 244	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signalisation Centrale	338 629 520	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Application 2000	377 692 496	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Bourgogne	381 465 038	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Burrial	060 500 576	I.G.	I.G.	50.00	50.00
Saône et Loire Signalisation	390 788 362	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod Line	388 896 201	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Rangheard	959 502 345	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Ile de France Signalisation	332 201 458	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Infotonic Girod	348 038 274	I.G.	I.G.	99.99	99.99
Lacgir	332 201 441	I.G.	I.G.	99.00	99.00
S.N.S.V.	Portugal	I.G.	I.G.	51.00	51.00
Senales Girod	Espagne	I.G.	I.G.	99.88	99.88
Alfa Girod	Hongrie	I.G.	I.G.	67.68	67.68
Summum	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signabec	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.S.S.	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
T.M.S.	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.F.L.	304 635 337	I.G.	I.G.	99.95	99.95
Gipel	301 422 358	I.G.	I.G.	99.28	99.28
S.E.L.	389 159 823	I.G.	I.G.	99.71	99.71
Idol	408 471 191	I.G.	I.G.	99.55	99.55
Picardie Signalisation	316 752 807	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Est Girod	432 478 162	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod Signal 88	432 840 288	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Ouest	442 213 724	I.G.	I.G.	100.00	100.00
GS Plus	Rép. Tchèque	I.G.	I.G.	99.88	99.88
Girod Filiales France	443 137 955	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod International	443 137 021	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod Sociétés Spécialisées	481 957 041	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Takyado	438 379 646	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Atech	339 707 143	I.G.	I.G.	100.00	100.00
L'Appentière Fleurie	384 205 175	I.G.	I.G.	100.00	100.00
A.S.E.S.	389 354 127	I.P.	I.P.	50.00	50.00
Concept Urbain	322 746 603	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.I.P.	971 500 723	I.G.		100.00	
Defrain Signalisation	380 766 436	I.P.	I.P.	49.90	49.90
E.S.I.	384 921 540	I.P.	I.P.	49.00	49.00
TTS	398 379 214	I.P.	I.P.	48.97	48.97
TTS Invest	437 770 498	I.P.	I.P.	50.00	50.00
GSR Girod Semnalizare Rutiera	Roumanie	I.P.	I.P.	50.00	50.00
SRU	450 661 632	M.E.	M.E.	20.00	20.00
Ringway Signs	Royaume Uni	M.E.	M.E.	49.00	49.00
Actual	347 636 938	N.C.	N.C.	49.00	49.00
T.V.B.	Allemagne	N.C.	N.C.	100.00	100.00
Groupe AIRESS	311 700 629	N.C.	N.C.	20.00	20.00

IG = Intégration globale consolidée

IP = Intégration proportionnelle

ME = Mise en équivalence

NC = Non

#### VIII.- Informations environnementales

Depuis le 13 octobre 2006, l'établissement de Bellefontaine siège de la SA Signaux Girod est certifié ISO 14001 version 2004. Cette certification qui a pour objectif une conformité réglementaire dans les domaines suivant : air, eau, bruit, déchets, zone d'atmosphère explosive et foudre, atteste de notre très fort engagement pour la protection de l'environnement.

L'ensemble du personnel a été sensibilisé aux impacts environnementaux liés aux activités de l'entreprise et aux comportements à adopter pour éviter toute pollution. De nombreux indicateurs permettent de maîtriser le système mis en place.

Dans le cadre de cette certification, pour laquelle nous entretenons une veille réglementaire, des actions sont réalisées afin de satisfaire notre volonté d'amélioration continue.

Pour 2009, la filiale Concept Urbain (mobilier urbain) a entamé un processus de certification ISO 14001, en s'appuyant sur l'expérience de certification de l'établissement de Bellefontaine. Des actions liées à la protection de l'environnement se poursuivront dans d'autres filiales, notamment concernant la gestion des produits de signalisation horizontale. Un programme d'audits internes de conformité des filiales aux différentes exigences réglementaires sera également mis en place.

#### IX.- Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

## VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Signaux Girod relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre groupe apprécie, à chaque clôture :

- le montant des provisions pour risques et charges, comme cela est décrit en notes II.2 et III.15 de l'annexe,
- la probabilité de recouvrement des actifs d'impôt différé, comme cela est décrit en notes II.3.23 et III.27 de l'annexe,
- la valeur recouvrable des actifs, comme cela est décrit en note II.3.10 de l'annexe,
- la détermination et l'évaluation des écarts d'acquisition, comme cela est décrit en notes II.3.8 et III.3 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lons-le-Saunier et Lyon, le 26 janvier 2009

Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT  
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG  
Mohamed Mabrouk

## B.- Comptes sociaux.

I. - Bilan au 30 septembre 2008  
(Montants exprimés en milliers d'euros)

Actif	Note	30/09/2008	30/09/2007
<b>Actif immobilisé</b>			
Immobilisations incorporelles		801	616
Immobilisations corporelles nettes		23 075	21 418
Immobilisations financières		22 461	22 022
Dont : Titres de participations		15 266	15 266
Créances rattachées		7 188	6 749
<b>Total Actif immobilisé</b>	1	<b>46 337</b>	<b>44 056</b>
<b>Actif circulant</b>			
Stocks et en-cours	2	4 707	5 261
Clients et comptes rattachés	3	12 929	18 117
Autres créances et comptes de régularisation	3	10 033	8 185
Disponibilités	6	13 009	6 466
Compte de régularisation	3-8	282	272
<b>Total Actif circulant</b>		<b>40 960</b>	<b>38 301</b>
<b>Total actif</b>		<b>87 297</b>	<b>82 357</b>

Passif	Note	30/09/2008	30/09/2007
Capital social		14 808	14 808
Réserve légale		1 481	1 481
Autres réserves		30 328	28 713
Résultat net		7 528	7 310
<b>Situation nette</b>		<b>54 145</b>	<b>52 312</b>
Subventions		60	70
Provisions règlementées	5	7 682	6 555
<b>Capitaux propres</b>	4	<b>61 887</b>	<b>58 937</b>
Provisions pour risques et charges	5	2 342	2 328
Dettes financières	6	14 119	11 319
Fournisseurs et comptes rattachés	7	5 588	5 964
Autres dettes et comptes de régularisation	7-8	3 361	3 809
<b>Passif circulant</b>		<b>23 068</b>	<b>21 092</b>
Ecart de conversion passif			
<b>Total passif</b>		<b>87 297</b>	<b>82 357</b>

**II. – Compte de résultat**  
(Montants exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2008	30/09/2007
<b>Produits d'exploitation :</b>			
Chiffre d'affaires	10	42 979	44 376
Production stockée		- 386	933
Reprise de provisions et transfert de charges		1 278	1 051
Autres produits		49	33
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>43 920</b>	<b>46 393</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>			
Achats matières premières et autres approvisionnements		17 616	19 068
Variation des stocks		185	- 177
Autres achats et charges externes		6 344	7 147
Impôts, taxes et versements assimilés		997	1 213
Salaires et traitements		6 913	6 917
Charges sociales		2 480	2 442
Dotations aux amortissements et provisions		1 645	1 566
Autres charges		48	6
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>36 228</b>	<b>38 182</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>7 692</b>	<b>8 211</b>
Résultat financier	11	2 817	2 453
<b>Résultat courant</b>		<b>10 509</b>	<b>10 664</b>
Résultat exceptionnel	12	- 1 129	- 714
Participation des salariés		- 268	- 354
Impôts sur les bénéfices	14	- 1 584	- 2 286
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>7 528</b>	<b>7 310</b>
Résultat par action (en Euros)		6.61	6.42
Résultat dilué par action (en Euros)		6.61	6.42
Nombre d'actions		1 139 062	1 139 062
Nombre d'actions diluées		1 139 062	1 139 062

## III. – Tableau des flux de trésorerie

	30/09/08	30/09/07
<b>Résultat net</b>	<b>7 528</b>	<b>7 310</b>
Amortissements et provisions nets	798	1 700
Plus ou moins values	1 935	56
Subventions virées au résultat	- 10	-10
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation	5 137	- 4 564
<b>= Flux de trésorerie d'exploitation (A)</b>	<b>15 388</b>	<b>4 492</b>
Distributions mises en paiement	- 5 695	- 2 449
Remboursement de dettes financières	- 610	- 560
Variation avances et cash pooling		
Besoin de trésorerie	- 6 305	- 3 009
Variation avances et cash pooling	1 631	1 140
Augmentation des dettes financières	28	750
Dégagement de trésorerie	1 659	1 890
<b>= Flux de trésorerie financement (B)</b>	<b>- 4 646</b>	<b>- 1 119</b>
Acquisition immobilisations incorporelles	- 341	- 381
Acquisition immobilisations corporelles	- 3 100	- 2 577
Acquisition de titres de participation		
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	- 499	- 6 171
Créances et dettes sur immobilisations	- 326	630
Besoin de trésorerie	- 4 266	- 8 499
Cession, désinvestissement, subvention d'investissement	8	17
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	60	58
Dégagement de trésorerie	68	75
<b>= Flux de trésorerie investissement (C)</b>	<b>- 4 198</b>	<b>- 8 424</b>
Trésorerie début	6 462	11 513
Trésorerie fin	13 006	6 462
<b>Flux net de trésorerie (A+B+C)</b>	<b>6 544</b>	<b>- 5 050</b>

## IV. – Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## 1. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition ou leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels et de licences informatiques.

Les durées d'utilisation généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 5 à 8 ans
- Constructions, agencements et aménagements des constructions : 15 à 50 ans
- Matériels et outillages industriels : 5 à 30 ans
- Matériels de transports : 5 à 13 ans
- Matériels de bureau et matériels informatiques: 6 à 8 ans
- Mobiliers de bureau : 10 à 20 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

La totalité de la dotation aux amortissements de l'exercice est inscrite au compte de dotation aux amortissements d'exploitation.

L'écart constaté entre la dotation aux amortissements calculée sur la durée d'utilité des biens et la dotation calculée selon la durée d'usage admise fiscalement est enregistrée en « provision règlementée pour amortissements dérogatoires » et comptabilisée en charges exceptionnelles.

## **2. – Immobilisations financières.**

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire des titres de participation est égale, d'une manière générale, à la quote-part de situation nette de la filiale que ces titres représentent. Il est également tenu compte du potentiel économique et financier des filiales.

## **3. – Stocks et en-cours.**

Les matières et marchandises ont été évaluées par la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production, comprenant :

- coût d'achat matières,
- coût direct de production,
- coût indirect de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours du jour ou de la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

## **4. – Créances et dettes.**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## **5. – Valeurs mobilières de placement.**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Elles sont constituées par des SICAV de trésorerie.

## **6. – Provisions pour risques et charges.**

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables.

## **7. – Impôts.**

La société Signaux Girod est à la tête d'un groupe d'intégration fiscale formé avec les sociétés Infotonic, S.F.L, Gipel, SEL, Romain Chelle, Languedoc Roussillon Signalisation, Signalisation Catalane, Alp'Signalisation, Armoricaïne de Signalisation, Tarn Aveyron Signalisation, Signalisation Audoise, Signalisation Centrale, Application 2000, Signaux Girod Bourgogne, Saône et Loire Signalisation, Rangheard, Ile de France Signalisation, Picardie Signalisation, Est Girod, Girod Signal 88, Signaux Girod Ouest, Girod Filiales France, Girod International, Girod Line, (soit 25 sociétés).

L'économie d'impôt qui résulte de l'intégration des filiales déficitaires est conservée par la société tête de Groupe.



**8. – Faits marquants et analyse objective sur l'évolution des affaires et des résultats.**

Le chiffre d'affaires de la SA Signaux Girod est en baisse (- 3.1 %) par rapport à l'exercice passé.

Activité

	2007/2008	2006/2007	Variation
Chiffre d'affaires Production hors groupe	21 146	20 715	2.1 %
Chiffre d'affaires Production groupe	20 157	21 996	- 8.4 %
Chiffre d'affaires Services	1 676	1 665	0.7 %
Total Chiffre d'affaires	42 979	44 376	- 3.1 %

Résultats (en millions d'euros)

	2007/2008	2006/2007	Variation
Chiffre d'affaires Production +/- variation production stockée	40.9	43.6	- 6.2 %
Chiffre d'affaires Services	1.7	1.7	
Chiffre d'affaires total +/- variation production stockée	42.6	45.3	- 6.0 %
Marge brute sur chiffre d'affaires total	24.8	26.4	- 6.1 %
Taux de marge brute	58.2 %	58.3 %	
Valeur ajoutée	18.8	19.3	- 2.3 %
Taux de valeur ajoutée	44.2	42.6 %	
Excédent brut d'exploitation	8.1	8.7	- 7.1 %
Taux d'excédent brut d'exploitation	19.0 %	19.2 %	

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé 6,8 % au cours de cet exercice, passant de 129.9 millions d'euros à 138.8 millions d'euros.

En France, le chiffre d'affaires a progressé de 7,6 % grâce à l'intégration des nouvelles activités.

En Europe (hors France), l'activité a progressé de 9.9 % avec une montée en puissance de la filiale en République Tchèque et un démarrage prometteur de la filiale roumaine.

Au Canada, le chiffre d'affaires a régressé de 13.6 % suite à un changement de politique commerciale.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 17.6 millions d'euros contre 16.6 millions d'euros pour l'exercice précédent.

La part du résultat opérationnel courant dans le chiffre d'affaires reste stable (12.7 %).

Le résultat opérationnel augmente de 7.6 % à 17.4 millions contre 16.2 millions d'euros au 30 septembre 2007.

Le résultat financier, de - 0.4 million d'euros, est le reflet du très faible niveau d'endettement du groupe.

Au 30 septembre 2008 le ratio d'endettement net sur fonds propres est inférieur à 7 %.

Le résultat net de l'exercice, part du groupe, est en augmentation de 3.9 % et passe de 10.3 millions d'euros à 10,7 millions d'euros

**V. – Notes**  
(Montants exprimés en milliers d'euros)

**1. - Actif immobilisé**

Valeurs brutes	30/09/07	Acquisitions	Cessions et virements	30/09/08
Fonds de commerce	52			52
Autres immobilisations incorporelles	824	341	41	1 124
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>876</b>	<b>341</b>	<b>41</b>	<b>1 176</b>
Terrains	1 674	240		1 914
Constructions	18 781	2 276		21 057
Installations techniques	7 283	827	37	8 073
Autres immobilisations	2 501	414	161	2 754
Immobilisations en cours	1 531	952	1 531	952
Autres	107	18	107	18
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>31 877</b>	<b>4 727</b>	<b>1 836</b>	<b>34 768</b>
Participations	26 727			26 727
Créances rattachées	11 457	439	1 876	10 020
Autres	40			40
<b>Immobilisations financières</b>	<b>38 224</b>	<b>439</b>	<b>1 876</b>	<b>36 787</b>
<b>Total</b>	<b>70 977</b>	<b>5 507</b>	<b>3 753</b>	<b>72 731</b>

Un fonds commercial d'une valeur de 52 K€ a été acquis au cours de l'exercice 2002/2003. Ce fonds commercial n'est pas déprécié au 30 septembre 2008.

Les créances rattachées à des participations (10 020 K€) sont toutes à moins d'un an à l'origine et sont dépréciées pour 2 832 K€ au 30 septembre 2008.

Les créances rattachées aux autres immobilisations financières (40 K€) sont à plus d'un an et sont dépréciées à hauteur de 33 K€ au 30 septembre 2008.

Amortissements et provisions	30/09/07	Dotations	Reprises	30/09/08
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>260</b>	<b>116</b>	<b>1</b>	<b>375</b>
Terrains	131	27		158
Constructions	6 398	684		7 082
Installations techniques	2 567	480	34	3 013
Autres immobilisations corporelles	1 363	226	149	1 440
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>10 459</b>	<b>1 417</b>	<b>183</b>	<b>11 693</b>
Participations	11 461			11 461
Créances rattachées	4 708		1 876	2 832
Autres	33			33
<b>Immobilisations financières</b>	<b>16 202</b>		<b>1 876</b>	<b>14 326</b>
<b>Total</b>	<b>26 921</b>	<b>1 533</b>	<b>2 060</b>	<b>26 394</b>

La reprise de provision pour dépréciation des créances rattachées correspond pour 1 876 K€ à la reprise enregistrée en produits financiers de la provision sur avances accordées à la société AIRESS en compensation de la perte constatée sur cette créance pour le même montant en charges financières.

<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>30/09/08</b>	<b>30/09/07</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>116</b>	<b>59</b>
Terrains	27	28
Constructions	684	617
Installations techniques	480	403
Autres immobilisations corporelles	226	240
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 417</b>	<b>1 288</b>

Les dotations aux amortissements sont calculée en fonction des durées d'utilité retenues par la société suivant un mode linéaire.

L'écart constaté entre les amortissements calculés suivant les durées d'usage (amortissements linéaires ou dégressifs) et les amortissements calculés suivant les durées d'utilité est traité en provision règlementée et enregistré dans le compte « Amortissements dérogatoires » (cf. note 5).

## 2. - Stocks et En-cours

	<b>30/09/08</b>			<b>30/09/07</b>
	<b>Brut</b>	<b>Provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
Matières premières et approvisionnements	1 832		1 832	2 018
En-cours de production	2 009		2 009	2 591
Produits intermédiaires et finis	899	33	866	652
<b>Total</b>	<b>4 740</b>	<b>33</b>	<b>4 707</b>	<b>5 261</b>

## 3. - Créances d'Exploitation

	<b>30/09/08</b>			<b>30/09/07</b>
	<b>Brut</b>	<b>Provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
Clients et comptes rattachés	13 035	106	12 929	18 117
Autres créances	10 032		10 032	8 185
Charges constatées d'avance	282		282	272
<b>Total</b>	<b>23 349</b>	<b>106</b>	<b>23 243</b>	<b>26 574</b>

Les échéances des créances d'exploitation sont toutes à moins d'un an

## 4. - Capitaux Propres

	<b>Capital</b>	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>Réserves</b>	<b>Subv. Invest.</b>	<b>Provision règlementées</b>	<b>Totaux capitaux propres</b>
<b>Situation nette au 30/09/06</b>	<b>14 808</b>	<b>4 887</b>	<b>27 756</b>	<b>80</b>	<b>5 947</b>	<b>53 478</b>
Dividende distribué		- 2 449				- 2 449
Autres affectations du résultat		- 2 438	2 438			0
Résultat 30/09/07		7 310				7 310
Autres mouvements				- 10	608	598
<b>Situation nette au 30/09/07</b>	<b>14 808</b>	<b>7 310</b>	<b>30 194</b>	<b>70</b>	<b>6 555</b>	<b>58 937</b>
Dividende distribué		- 5 695				- 5 695
Autres affectations du résultat		- 1 615	1 615			0
Résultat 30/09/08		7 528				7 528
Autres mouvements				-10	1 127	1 117
<b>Situation nette au 30/09/08</b>	<b>14 808</b>	<b>7 528</b>	<b>31 809</b>	<b>60</b>	<b>7 682</b>	<b>61 887</b>

## 5. – Provisions

Provisions règlementées :

Conformément au règlement CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs les écarts constatés entre les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'utilité et les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'usage sont enregistrés en « provisions pour amortissements dérogatoires ».

Provisions règlementées	30/09/07	Dotations	Reprises	30/09/08
Provision amortissements dérogatoires	6 555	1 557	430	7 682
Dotations et reprises exceptionnelles		1 557	430	

Autres provisions :

	30/09/07	Dotations	Utilisées	Non utilisées	30/09/08
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Provisions pour risque filiales					
Provisions sociales (1)	181	59			240
Provisions sur risques juridiques (2)	2 007				2 007
Provisions pour charges (3)	140			45	95
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>2 328</b>	<b>59</b>		<b>45</b>	<b>2 342</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>					
Titres de participation	11 461				11 461
Autres immobilisations financières	4 741		1 876		2 865
Stocks	50	33	50		33
Créances clients	131	20	45		106
Autres créances	0				
<b>Total provisions pour dépréciations</b>	<b>16 383</b>	<b>53</b>	<b>1 971</b>		<b>14 465</b>
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		112	95		
Financières			1 876		
Exceptionnelles				45	

(1) La dotation aux provisions sociales constatée correspond à l'estimation des sommes à payer au titre des médailles du travail évaluées en fonction de l'ancienneté des salariés sur une base actuarielle. Un accord d'entreprise conclu au cours de l'exercice a fixé les modalités de calcul et de distribution des primes liées aux médailles du travail.

(2) Comprend la provision de 2 000 K€ enregistrée à la clôture de l'exercice 2005/2006, concernant un litige lié à la réglementation de la concurrence et représentant la meilleure estimation du risque de pénalités encourues, qui n'a pas été modifiée, aucun élément nouveau n'étant intervenu.

(3) Les provisions pour charges se composent uniquement de provisions liées à des litiges pour 95 K€. La reprise de provision pour 45 K€ correspond à un risque fiscal non réalisé.

## 6. - Dettes Financières

	30/09/08	30/09/07
<b>Emprunts et dettes financières</b>		
Emprunts à long et moyen terme	1 867	2 477
Participation des salariés	869	1 096
Intérêts courus	38	48
Cash pooling passif	10 758	7 619
Concours bancaires courants	0	0
Divers	559	79
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>14 119</b>	<b>11 319</b>
<b>Echéances</b>		
Remboursables à moins d'un an	11 872	8 507
Remboursables à plus d'un an et moins de cinq ans	1 985	2 475
Remboursables à plus de cinq ans	262	337
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>14 119</b>	<b>11 319</b>
Emprunts et dettes financières	14 119	11 319
Valeurs mobilières de placement	- 12 518	- 4 803
Cash pooling actif	- 8 482	- 6 974
Disponibilités	- 491	- 1 663
<b>Endettement net</b>	<b>- 7 372</b>	<b>- 2 121</b>

## 7. - Dettes d'Exploitation

	30/09/08	30/09/07
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 588	5 964
Autres dettes d'exploitation	3 361	3 809
<b>Total des dettes d'exploitation</b>	<b>8 949</b>	<b>9 773</b>

Les échéances des dettes d'exploitation sont toutes à moins d'un an.

## 8. - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance

<b>Charges à payer</b>	30/09/08
Emprunts et dettes financières diverses	38
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	256
Dettes sur immobilisations	7
Clients avoirs à établir	0
Dettes fiscales et sociales	1 656
Autres charges à payer	8
Intérêts bancaires à payer	3
<b>Total des charges à payer</b>	<b>1 968</b>

<b>Produits à recevoir</b>	30/09/08
Clients factures à établir	424
Autres créances produits à recevoir	10
<b>Total des produits à recevoir</b>	<b>434</b>

	30/09/08
Charges constatées d'avance	282

	30/09/08
Produits constatés d'avance	372

9. - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan

	Entreprises liées	Participations
<b>Immobilisations financières</b>		
Participations	15 265	
Créances rattachées	7 135	52
<b>Actif circulant</b>		
Clients et comptes rattachés	6 133	176
Autres créances	9 249	
<b>Dettes</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 870	79
Autres dettes	11 313	
<b>Produits et charges financières</b>		
Produits de participation	2 543	
Autres produits financiers	333	3
Charges financières	437	

10. - Chiffre d'affaires - Soldes Intermédiaires de Gestion

Chiffre d'affaires

	30/09/08	30/09/07	Variation
Chiffre d'affaires hors groupe	21 146	20 715	2.1
Chiffre d'affaires groupe	20 157	21 996	- 8.4
Chiffre d'affaires production	41 303	42 711	- 3.3
Prestations services	1 676	1 665	0.7
Chiffre d'affaires total	42 979	44 376	- 3.1

	30/09/08	30/09/07	Variation
Chiffre d'affaires France	41 466	43 271	- 4.2
Chiffre d'affaires Etranger	1 513	1 105	+ 36.9

**Soldes intermédiaires de gestion**

	30/09/08	%	30/09/07	%
Chiffre d'affaires hors prestations services	41 303		42 711	
Production stockée	- 386		933	
Prestations services	1 676		1 665	
<b>Production</b>	<b>42 593</b>	<b>100</b>	<b>45 309</b>	<b>100</b>
Achats de matières premières et marchandises	- 17 616		- 19 068	
Variation de stocks	- 185		177	
Autres achats et charges externes	- 6 344		- 7 147	
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>18 448</b>	<b>43.31</b>	<b>19 271</b>	<b>42.53</b>
Salaires et traitements	- 6 913		- 6 917	
Charges sociales	- 2 480		- 2 442	
Impôts et taxes	- 997		- 1 213	
Subventions d'exploitation	26		0	
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>8 084</b>	<b>19.00</b>	<b>8 699</b>	<b>19.20</b>
Reprises d'amortissements provisions et transferts de charges	1 278		1 051	
Autres produits	23		33	
Dotations aux amortissements	- 1 533		- 1 346	
Dotations aux provisions d'exploitation	- 112		- 220	
Autres charges	- 48		- 6	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>7 692</b>	<b>18.06</b>	<b>8 211</b>	<b>18.12</b>
Produits financiers	5 305		3 384	
Charges financières	- 2 488		- 931	
<b>Résultat financier</b>	<b>2 817</b>		<b>2 453</b>	
<b>Résultat courant</b>	<b>10 509</b>	<b>24.67</b>	<b>10 664</b>	<b>23.54</b>
Résultat exceptionnel	- 1 129		- 714	
Impôt sur les sociétés	- 1 584		- 2 286	
Participation des salariés	- 268		- 354	
<b>Résultat net</b>	<b>7 528</b>	<b>17.67</b>	<b>7 310</b>	<b>16.13</b>

**11. - Résultat Financier**

	30/09/08	30/09/07
<b>Produits financiers</b>		
Dividendes	2 543	1 976
Intérêts des comptes courants et créances (1)	363	322
Reprises sur amortissements et provisions	1 876	655
Autres	523	431
<b>Total des produits financiers</b>	<b>5 305</b>	<b>3 384</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
Intérêts sur emprunts et assimilés	612	930
Perte sur créances rattachées à des participations	1 876	
Autres		1
<b>Total des charges financières</b>	<b>2 488</b>	<b>931</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>2 817</b>	<b>2 453</b>

(1) comprend essentiellement la facturation des intérêts sur créances commerciales à plus de 90 jours pour les entreprises liées et les intérêts du cash pooling.

<b>Dotations et reprises nettes sur provisions financières</b>	<b>30/09/08</b>	<b>30/09/07</b>
Actual		14
Infotonic		606
NSL		35
Airess	1 876	
<b>Total des dotations et reprises nettes sur provisions financières</b>	<b>1 876</b>	<b>655</b>

La reprise de provision sur la créance Airess correspond à la perte constatée en charges financières au cours de l'exercice, la créance étant définitivement irrécouvrable.

### 12. - Résultat Exceptionnel et transferts de charges

<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>
Sur opérations de gestion	3	1	2
Sur opérations en capital	18	66	- 48
Amortissements et provisions	474	1557	- 1 083
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>495</b>	<b>1 624</b>	<b>- 1 129</b>

<b>Transferts de charges d'exploitation</b>	<b>30/09/08</b>
Entretien et réparation	22
Véhicule	71
Contrats aidés	2
Formation	119
Refacturation charges filiales	951
Autres	18
<b>Total des transferts de charges d'exploitation</b>	<b>1 183</b>

### 13. - Capacité d'autofinancement

	<b>2007/2008</b>	<b>2006/2007</b>
Excédent brut d'exploitation	8 084	8 699
Autres produits et transferts de charges	1 206	1 084
Produits financiers	3 428	3 384
Produits exceptionnels	3	0
Autres charges	- 48	- 6
Charges financières	- 612	- 931
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 1	- 119
Participation des salariés	- 268	- 354
Impôts sur les sociétés	- 1 584	- 2 286
Capacité d'autofinancement	10 208	9 471

### 14. - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt

<b>Accroissements</b>		
Provisions réglementées : Amortissements dérogatoires	7 682	
<b>Accroissement de la dette future d'impôt</b>		<b>2 561</b>
<b>Allègements</b>		
Provisions non déductibles		
- Participation des salariés	268	
- Organic	49	
Autres		
Total	317	
<b>Allègement de la dette future d'impôt</b>		<b>106</b>
<b>Eléments de taxation éventuelle</b>	0	
<b>Accroissement de la dette future d'impôt</b>		<b>0</b>



Ventilation de l'impôt	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	10 509	2 906	7 603
Résultat exceptionnel	- 1 397	- 1 322	- 75
<b>Total</b>	<b>9 112</b>	<b>1 584</b>	<b>7 528</b>

En l'absence d'intégration fiscale le montant de l'impôt à payer aurait été de 2 271 K€.

### 15. - Tableau des filiales et participations

	Capital	Autres capitaux propres	% de détention	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Prêts avances bruts	Prêts avances nets	Dividende encaissé	Résultat	Chiffre affaires
<b>Détenues à 50 % et plus</b>										
Sas Girod Filiales France (1) Siret 443 137 955	7 265	560	100.00	7 265	7 265			2 543	4 531	503
Sas Girod International (1) Siret 443 137 021	6 200	- 3 183	100.00	6 200	6 200				- 700	
Sa Infotonic (1) Siret 348 038 274	2 774	- 2 914	99.99	2 743	0				- 2	
Sarl SFL (1). Siret 304 635 337	750	- 887	99.95	5 070	0				- 23	2 641
SAS Girod Sociétés Spécialisées (1) Siret 481 957 041	1 800	176	100.00	1 800	1 800	7 336	7 336		1 298	155
<b>Détenues à moins de 50 %</b>										
Sa Actual (2) Siret 347 636 938	50	NC	49.00	56	0	268	0		NC	NC
Sa Airess (3) Siret 311 700 629			20.00	3 354	0				NC	NC
<b>Sociétés étrangères</b>										
T.V.B. (Allemagne) (4)	270	NC	100.00	232	0	2 120	0		NC	NC

Au 30 septembre 2008 les seules cautions accordées aux sociétés du groupe concernaient la sous-filiale canadienne SSS pour un montant de 4 311 K€ (6 450 KCAD) en couverture de concours bancaires et la sous filiale tchèque GS PLUS pour 151 K€.

(1) Sièges sociaux : 39400 Bellefontaine

(2) La Sarl Actual, (10 rue de la Haute Moline 10800 Saint Julien Les Villas) a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire au mois de mai 2004. Les titres Actual ont été provisionnés en totalité, ainsi que les créances antérieures à cette procédure. La société Actual a été mise en liquidation judiciaire en novembre 2006.

(3) La SA Airess a été mise en liquidation judiciaire en janvier 2004. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

(4) La société T.V.B. (Dortmund – Allemagne) a été mise en liquidation en fin d'année 2002. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

16. - Résultats des cinq derniers exercices

	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Capital social.....	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806
Nombre d'actions.....	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062
Opérations et résultat de l'exercice.....					
Chiffre d'affaires hors taxes (K€).....	41 503	38 910	45 559	44 376	42 979
Résultat avant impôts, Participation, Amortissements et provisions (K€).....	12 054	9 894	10 470	11 112	10 136
Impôt sur les bénéfices (K€).....	2 493	1 333	2 863	2 286	1 584
Participation des salariés (K€).....	470	201	512	354	268
Résultat net (K€).....	6 792	5 340	4 887	7 310	7 528
Résultat distribué au cours de l'exercice, hors avoir fiscal (K€).....	1 709	2 448	2 448	2 448	5 695
Résultat distribué au titre de l'exercice, hors avoir fiscal (K€).....	2 448	2 448	2 448	5 695	5 695
Résultat par action.....					
Bénéfice net par action.....	5.96	4.69	4.29	6.42	6.61
Bénéfice après impôt, participation, avant dot. Amortissements et provisions	7.98	7.34	6.23	7.44	7.27
Dividende attribué à chaque action.....	2.15	2.15	2.15	5.00	5.00
Personnel.....					
Effectif moyen employé.....	250	242	243	245	241
Montant de la masse salariale, charges incluses (K€).....	9 417	9 000	9 701	9 359	9 393

17. - Rémunérations et effectifs

Effectif moyen	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
2006/2007	18	65	34	128	245
2007/2008	16	58	26	141	241

Le montant des salaires des dix personnes les mieux rémunérées de la société s'élève à 828K€.

Rémunération des dirigeants :

	2007/2008	2006/2007
<i>Rémunérations brutes totales versées aux quatre membres du directoire</i>		
Par la SA Signaux Girod	368	318
Par les sociétés liées	175	119
<i>Rémunérations brutes versées aux membres du conseil de surveillance</i>	47	47

Les rémunérations brutes versées par la SA Signaux Girod sont des rémunérations fixes mensuelles. La variation constatée au cours de cet exercice correspond pour l'essentiel à un ajustement des rémunérations des mandataires sociaux ; le président du directoire et le directeur général n'ayant bénéficié d'aucune augmentation entre octobre 2003 et janvier 2008.

Les rémunérations versées par les sociétés liées sont pour l'essentiel des rémunérations variables en fonction des résultats dégagés par le groupe.

18. - Engagements hors bilan

Aval et cautions (1)	4 955 K€
Indemnités de fin de carrière (2)	229 K€
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures acquises)	19 172 heures
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande)	19 172 heures

(1) dont : entreprises liées et filiales : 4 462 K€, cautions bancaires sur marchés : 493 K€.

(2) Elles ont fait l'objet d'un versement partiel à un organisme extérieur à l'entreprise. Le montant a été déterminé individu par individu en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice sur des bases actuarielles. Les hypothèses retenues sont les suivantes : Taux d'actualisation de 4.36%, taux de progression des salaires de 3.0 %, taux de turnover de 6.1 %. Au 30 septembre 2008, ces indemnités représentent un montant de 670 K€ sur lesquels 441 K€ ont déjà été versés.

### 19. - Crédit Bail

La société n'était liée par aucun contrat de crédit bail au cours de cet exercice.

### 20. - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination : SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod

Siège social : 39400 Bellefontaine

### 21. – Capital social

	30/09/07	Variation des actions à droit de vote double (1)	Actions créées ou remboursées	30/09/08
Nombre d'actions à droit de vote double	816 801	11 340	0	828 141
Nombre d'actions sans droit de vote double	322 261	- 11 340	0	310 921
Total	1 139 062	0	0	1 139 062

(1) L'article 31, alinéa 3, des statuts de la SA Signaux Girod précise : Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

La valeur nominale de l'action Signaux Girod est de 13 €.

Au cours de l'exercice, la société n'a mis en place aucun programme de rachat d'actions propres.

A la clôture de l'exercice, la société ne possédait aucune action propre.

### 22. – Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles en matière :

- de dettes à long terme sont recensées dans la note 6 Dettes financières ;
- de lettres de crédit, garanties, sont recensées dans la note 18 Engagements hors bilan.

Les obligations contractuelles relatives aux contrats de locations simples portent sur les contrats de location de véhicules et se répartissent de la façon suivante :

Locations simples	Au 30/09/08	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Montant des échéances restant dues	184	117	67	0

### 23. - Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

C. – Rapport de gestion

I.- Données relatives aux comptes consolidés

1.- Evolution du chiffre d'affaires consolidé

	30/09/2008	30/09/2007	Variation %
Signalisation	138 793	128 797	+ 7.8%
Autres	0	1 196	
<b>Total</b>	<b>138793</b>	<b>129 993</b>	<b>+ 6.8 %</b>
Signalisation France	116 124	106 684	+ 8.8 %
Signalisation Etranger.	22 669	22 113	+ 2.5 %
<b>Total</b>	<b>138 793</b>	<b>128 797</b>	<b>+ 7.8 %</b>

2. - Contribution au résultat net consolidé

Nota: Les chiffres sont présentés conformément aux règles édictées par les normes IFRS.

Résultat sectoriel

30/09/2008	France	Europe	Canada	Total
Ventes de biens et services	116 304	16 587	5 902	138 793
Ventes inter-secteurs	- 180	180		0
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>116 124</b>	<b>16 767</b>	<b>5 902</b>	<b>138 793</b>
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>17 920</b>	<b>1 976</b>	<b>- 828</b>	<b>19 068</b>
Autres produits et charges opérationnels				-152
Charges non affectées				- 1 462
Charges financières nettes				- 448
Charge d'impôt sur le résultat				- 6 283
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				324
<b>Résultat net de l'exercice</b>				<b>11 067</b>

Le résultat des sociétés mises en équivalence correspond à la quote-part du résultat consolidé de la société Ringway pour 247 K€ et SRU pour 77 K€.

30/09/2007	France	Europe	Canada	Total
Ventes de biens et services	108 013	15 144	6 836	129 993
Ventes inter-secteurs	- 133	133		
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>107 880</b>	<b>15 277</b>	<b>6 836</b>	<b>129 993</b>
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>17 982</b>	<b>1 494</b>	<b>- 1 193</b>	<b>18 283</b>
Autres produits et charges opérationnels	- 191	- 65	- 56	- 312
Charges non affectées				- 1726
Charges financières nettes				- 128
Charge d'impôt sur le résultat				- 5976
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				413
<b>Résultat net de l'exercice</b>				<b>10 554</b>

Le résultat des sociétés mises en équivalence correspond à la quote-part du résultat consolidé de la société Ringway pour 334 K€ et SRU pour 80 K€.

3. - Données relatives aux filiales détenues directement

	R.C.S.	Chiffres d'affaires	Résultats nets
Infotonic Girod (1)	348038274	0	- 2
S.F.L	304635337	2 641	- 23
Girod Filiales France	443137955	503	4 531
Girod International	443137021	0	- 700
Girod Participations	481957041	155	1 298
T.V.B (2)	Allemagne	NC	NC
Groupe AIRESS (2)	311700629	NC	NC

(1) Société en liquidation amiable depuis juillet 2007.

(2) Sociétés en liquidation judiciaire.

II. - Données relatives à la société mère

1. - Evolution du chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires de Signaux Girod et sa répartition s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/09/08	30/09/07	Variation
Chiffre d'affaires hors groupe	21 146	20 715	+ 2.1 %
Chiffre d'affaires groupe	20 157	21 996	- 8.4 %
Prestations services	1 676	1 665	+ 0.7 %
<b>Total</b>	<b>42 979</b>	<b>44 376</b>	<b>- 3.1 %</b>

2. - Contribution au résultat

La contribution s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/09/08	30/09/07	Variation
Chiffre d'affaires	42 979	44 376	- 3.1 %
Production de l'exercice	42 593	45 309	
Production de l'exercice hors prestations	40 917	43 644	
Marge brute hors prestations	23 116	24 753	- 6.6 %
Taux de marge brute hors prestations	56.49 %	56.72 %	
Valeur ajoutée	18 448	19 271	- 4.3 %
Excédent brut d'exploitation	8 084	8 699	- 7.1 %
Résultat d'exploitation	7 692	8 211	- 6.3 %
Résultat financier	2 817	2 453	
Résultat exceptionnel	- 1 129	- 714	
Impôt sur les bénéfices	- 1 584	- 2 286	
Participation	- 268	- 354	
<b>Résultat net</b>	<b>7 528</b>	<b>7 310</b>	<b>+ 3.0 %</b>

### 3. – Méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de cet exercice par rapport à l'exercice précédent.

### 4. - Résultat financier

Eu égard à la situation nette de certaines sociétés, la direction du groupe a décidé de constituer ou/et de reprendre des provisions sur les postes concernés. Ces provisions ou/et reprises couvrent les dépréciations de certains titres de participation et des créances sur certaines filiales.

Les filiales ont remonté des dividendes à hauteur de 2 543 K€ contre 1 976 K€ au cours de l'exercice précédent.

### 5. - Dividende

Le résultat net social par action ressort cette année à 6.61 € contre 6.42 € en 2006/2007. Au niveau consolidé, en normes IFRS, il ressort à 9.47 € contre 9.19 € en 2006/2007.

Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de distribuer un dividende de 5 € net par action.

Le dividende net distribué au titre des trois derniers exercices s'élevait à :

Exercice	Dividende par action	Nombre d'actions	Revenu global	Revenus distribués	
				Eligible à abattement 50 %	Eligible à abattement 40 %
2004/2005	2.15 €	1 139 062	2 448 983.30		2 448 983.50
2005/2006	2.15 €	1 139 062	2 448 983.30		2 448 983.50
2006/2007	5.00 €	1 139 062	5 695 310.00		5 695 310.00

### 6. - Actionnariat

Principaux actionnaires connus au 31/01/2009 :

SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod 63 %

EUROMIDCAPS SA 6 %

Le personnel salarié de la société (et des sociétés du groupe) ne détient aucune participation au capital de la société dans le cadre des dispositifs d'épargne visés à l'article 225-102 du code de commerce.

Aucun plan de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

### 7. - Mouvements sur actions propres

Au cours de l'exercice, la société n'a mis en place aucun programme de rachat d'actions propres.

A la clôture de l'exercice, la société ne possédait aucune action propre.

### 8. - Perspectives

Dans une conjoncture économique défavorable nous prévoyons une légère baisse du chiffre d'affaires consolidé.

- En France, dans un contexte de marché très tendu, nous attendons un chiffre d'affaires en baisse sur la signalisation en partie compensé par l'intégration sur la totalité de l'exercice de la société SIP. Le résultat opérationnel sera quant à lui impacté dans de plus fortes proportions dans l'activité signalisation. Les bons résultats de nos sociétés spécialisées ne compenseront pas cette baisse.
- A l'international, la stabilité du chiffre d'affaires et le retour à l'équilibre prévu au Canada, devrait nous apporter des résultats en progression.

### 9. - Evolution des participations

En décembre 2007, le Groupe a cédé la totalité de sa filiale Soudo Metal. Cette société, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel de soudage (Pincés à souder...), était la seule société du Groupe dont l'activité ne relevait pas du domaine de l'équipement de la ville et de la route.

Le 29 février 2008, le Groupe a acquis 100 % du capital de la société SIP.

Cette société, située à Miribel (Ain) est spécialisée dans les différents types de marquage et sérigraphie industrielle. Elle bénéficie d'une expertise importante dans la décoration adhésive appliquée au transport de personnes. Cette entreprise comptant 47 collaborateurs, a depuis plus de 20 ans axé sa politique commerciale et, par implication, son outil de travail dans ce domaine. A ce jour, cette activité propre au transport représente les deux tiers de son chiffre d'affaires qui s'élevait à 8 620 K€ en 2007. Ses références en matière de décoration sont significatives dans le domaine des bus urbains, tramways, véhicules de Conseil Généraux...

### 10. - Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement particulier n'est à signaler.

### 11. - Recherche et développement

Notre groupe concentre ses efforts sur des bureaux d'études internes qui travaillent sur des créations de nouveaux produits et sur des améliorations de l'existant.

Les frais de recherche et développement sont inscrits directement en compte de charges opérationnelles, en fonction de leur nature.

Pour la SA Signaux Girod, sur laquelle se concentre l'essentiel des efforts de développement du groupe, ces frais s'élèvent à 444 K€ pour l'exercice 2007/2008 contre 447 K€ pour l'exercice 2006/2007.

Les dépenses réalisées à ce titre au cours de cet exercice se sont élevées à 125 K€ pour la société TTS, 50 K€ pour la société ATECH et 51 K€ pour la société Concept Urbain.

## III. - Relations humaines :

### 1. - Ventilation des effectifs

A la date du 30 septembre 2008, les effectifs du Groupe étaient de 1 187 personnes dont 332 à l'étranger. La répartition de ces effectifs est la suivante :

		<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
France	SA Signaux Girod	183	58
	Filiales	457	157
Reste du monde		257	75

L'âge moyen au niveau du Groupe est de 39 ans.

Embauches	France	Reste du monde	Total
CDI	102	80	182
CDD	61	65	126
Total	163	145	308

Licenciements	France	Reste du monde	Total
Economiques	0	10	10
Autres	29	13	42
Total	29	23	52

### 2. - Organisation du temps de travail

Toutes les sociétés françaises du Groupe continuent de bénéficier d'accords de réduction du temps de travail. Les sociétés ont recours à l'utilisation de la modulation horaire permettant ainsi de limiter le recours aux heures supplémentaires, tout en garantissant une bonne qualité de services à leurs clients.

### 3. - Sous-traitance – Main d'œuvre extérieure

Le Groupe a recours, de manière marginale, à la sous-traitance et à la main d'œuvre extérieure dans son activité de production. En revanche, dans son activité de pose et montage des produits sur le terrain, il fait appel à des sous-traitants à certains moments de l'année pour faire face à des surplus d'activités. Ces travaux de prestations s'effectuent dans un cadre juridique réglementé et selon les normes en vigueur.

### 4. - Absentéisme et motifs

Au niveau mondial, les jours d'absentéisme et leurs motifs sont comme suit pour l'exercice 2007/2008 :

Nombre de jours d'absence par motif						
	France		Reste du monde		Total	
	Nombre	Taux (1)	Nombre	Taux (1)	Nombre	Taux (1)
Maladie	5 831	2.53	2 180	2.36	8 011	2.48
Maternité	1 198	0.52	947	1.02	2 145	0.67
Accidents du travail	1 175	0.51	345	0.37	1 520	0.47
Accidents de trajet	0	0.00	0	0.00	0	0.00
Autres	1 355	0.59	88	0.09	1 443	0.45
<b>Total jours d'absence</b>	<b>9 559</b>	<b>4.15</b>	<b>3 560</b>	<b>3.85</b>	<b>13 119</b>	<b>4.07</b>

(1) Taux d'absentéisme = nombre de jours ouvrés d'absence / nombre de jours ouvrés x effectif annuel moyen x 100)

### 5. - Rémunérations et leur évolution

Le groupe s'est toujours efforcé de pratiquer une politique de rémunération globale, compétitive sur le marché et stimulante pour ses collaborateurs. Signaux Girod met l'accent sur une rémunération variable en fonction de la performance personnelle et/ou de l'entreprise, et permet à ses collaborateurs de partager les fruits de sa croissance à travers des systèmes d'intéressement, de participation et de primes.

Cette politique de rémunération vise à la fois à attirer compétences, talents et à être en ligne avec les objectifs du Groupe.

### 6. - Hygiène et sécurité

La sécurité au travail et la prévention en matière de maladies professionnelles sont des priorités pour toutes les sociétés du Groupe.

Afin de former et sensibiliser les collaborateurs à la sécurité au travail et au respect des obligations légales et réglementaires, les sociétés du Groupe ont veillé à fournir à tous leurs salariés des formations sur ces obligations, mais aussi sur les conditions d'utilisation des équipements et des services liés à leur poste de travail (tous les postes du site de Bellefontaine sont équipés de fiche de sécurité, révision régulière du document unique de sécurité, système de gestion informatisé du contrôle de conformité des systèmes de sécurité). Sur cet exercice, le Groupe s'est particulièrement engagé dans le renforcement de la sécurité des chantiers de pose avec la réalisation d'un classeur sécurité qui sera mis en place sur le nouvel exercice.

Nombre d'accidents du travail (avec arrêt)			
Années	France	Reste du monde	Total
2005/2006	93	67	160
2006/2007	51	43	94
2007/2008	66	51	117



### 7. - Formation

Conscient de l'importance de la formation et du développement des compétences de ses collaborateurs, Signaux Girod permet à ses salariés de bénéficier de programmes de formation.

Les formations dispensées pour l'ensemble des sociétés du Groupe sont :

	France	Reste du monde	Total
Dépenses de formation (en milliers d'euros)	471	42	513
Nombre de bénéficiaires	380	146	526
Dépenses par bénéficiaire (en euros)	1 239	285	975
Pourcentage de la masse salariale (salaires bruts)	1.97 %	0.84 %	1.77 %

### IV. - Analyse des risques

#### 1. - Risques de marché

##### 1.1 Risque de change :

La quasi totalité du chiffre d'affaires social est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change. Une part du chiffre d'affaires consolidé est réalisée par nos filiales étrangères en devises. La parité de ces devises a peu évolué au cours de l'exercice.

##### 1.2 Risque de taux :

Les emprunts à long et moyen terme auprès des établissements de crédit, de la SA Signaux Girod, représentent 1 867 K€ au 30/09/08, et sont répartis de la façon suivante :

	Total	Echéance à moins d'un an	Echéance de un à cinq ans	Echéance à plus de cinq ans
Taux fixe	20	20		
Taux variable	637	75	300	262
Taux variables avec garantie de taux	1 210	303	907	
<b>Total des emprunts</b>	<b>1 867</b>	<b>398</b>	<b>1 207</b>	<b>262</b>

Au cours de l'exercice, la charge d'intérêt s'est élevée à 121 K€.

#### 2. - Risque industriel et lié à l'environnement

##### 2.1 Environnement

Les données présentées ci-dessous concernent le site de Bellefontaine (principal site industriel français) pour la partie déchets et effluents. Pour la partie consommation, les données concernent le site de Bellefontaine et les filiales françaises du groupe (y compris les filiales en intégration proportionnelle).

##### Consommation, déchets et effluents

Consommation	Site de Bellefontaine	Filiales françaises
Eau de ville	3 643 m <sup>3</sup>	4 398 m <sup>3</sup>
Eau de source	6 304 m <sup>3</sup>	
Electricité	2 607 440 KWH	1 419 062 KWH
Gaz naturel pour combustion	5 619 303 KWH	1 751 101 KWH
Fuel domestique pour combustion		98 953 KWH

<b>Déchets et effluents</b>	
Eaux usées traitées par notre station d'épuration	5 318 m <sup>3</sup>
Déchets organiques traités en externe (D.I.S. : déchets industriels spéciaux)	71.99 tonnes

Depuis le 13 octobre 2006, nous sommes certifiés ISO 14001 version 2004. Cette attestation atteste de notre très fort engagement pour la protection de l'environnement.

Dans un contexte d'amélioration continue, de nombreuses actions sont réalisées chaque année allant dans le sens de la préservation de l'environnement.

Sur cet exercice, nous pouvons citer la réalisation d'une étude pour diminuer et traiter, si nécessaire, nos émissions de Composés Organiques Volatils (COV).

Pour lutter contre l'émission de nuisances sonores, les silencieux achetés sur l'exercice dernier ont été mis en place sur cet exercice.

Dans le cadre du renforcement de notre lutte contre la pollution du sol et de l'eau, de nouvelles rétentions ont été acquises.

L'ensemble du personnel, salariés mais également intérimaires, est sensibilisé aux impacts environnementaux liés aux activités de l'entreprise et aux comportements à adopter pour éviter toute pollution de l'environnement.

Des indicateurs de suivi, complétés ou non d'objectifs, permettent d'évaluer les actions mises en place.

Les investissements de sécurité liés à la protection de l'environnement réalisés par la société sur les exercices antérieurs et le dernier exercice s'élèvent à 802 K€.

### 2.2 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité

Les contrôles et les vérifications périodiques réglementaires des sociétés françaises sont assurés par un organisme agréé. Celui-ci contrôle nos appareils de levage et manutention, nos machines, nos installations électriques, nos appareils à pression, et réalise des mesures d'ambiance dans nos locaux. De plus, nous avons des contrats de maintenance avec des entreprises spécialisées dans le contrôle et l'entretien de nos portes, engins de manutention et levage et dans le contrôle et la maintenance de nos extincteurs et RIA (robinets d'incendie armés).

### 2.3 Assurance et couverture de risque

La politique du groupe est de souscrire auprès d'assureurs notoirement solvables des polices d'assurances couvrant les risques identifiés pour des montants adaptés aux risques encourus.

Responsabilité civile d'exploitation :

- dommages corporels, couverture à concurrence de 10 M€ ;
- dommages matériels et immatériels, couverture à concurrence de 3 M€ ;

Responsabilité civile après livraison : couverture à concurrence de 4 M€ ;

Responsabilité civile des dirigeants : couverture à concurrence de 3 M€.

Multirisque industriel qui couvre les bâtiments, le matériel et les marchandises du groupe Girod ainsi que la perte d'exploitation :

- Bâtiments à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf ;
- Matériel à concurrence de la valeur de remplacement à neuf ;
- Marchandises à concurrence de la valeur de remplacement.

Ces trois postes sont garantis à hauteur de 81 M€.

-Perte d'exploitation à concurrence de la marge brute consolidée du groupe.

Les capitaux assurés évoluent régulièrement en fonction des investissements du groupe et de l'indice du coût de la construction.

## V. - Analyse objective et exhaustive sur l'évolution des affaires et des résultats

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé 6,8 % au cours de cet exercice, passant de 129.9 millions d'euros à 138.8 millions d'euros.

En France, le chiffre d'affaires a progressé de 7,6 % grâce à l'intégration des nouvelles activités.

En Europe (hors France), l'activité a progressé de 9.9 % avec une montée en puissance de la filiale en République Tchèque et un démarrage prometteur de la filiale roumaine.

Au Canada, le chiffre d'affaires a régressé de 13.6 % suite à un changement de politique commerciale.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 17.6 millions d'euros contre 16.6 millions d'euros pour l'exercice précédent.

La part du résultat opérationnel courant dans le chiffre d'affaires reste stable (12.7 %).

Le résultat opérationnel augmente de 7.6 % à 17.4 millions contre 16.2 millions d'euros au 30 septembre 2007.

Le résultat financier, de - 0.4 million d'euros, est le reflet du très faible niveau d'endettement du groupe.

Au 30 septembre 2008 le ratio d'endettement net sur fonds propres est inférieur à 7 %.

Le résultat net de l'exercice, part du groupe, est en augmentation de 3.9 % et passe de 10.3 millions d'euros à 10,7 millions d'euros

### **VI. – Attestation du responsable du rapport annuel**

J'atteste qu'à ma connaissance :

- les comptes sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation ;

- le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation et comporte une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Bellefontaine, le 26 janvier 2009

Philippe GIROD

Président du Directoire

### D. Gouvernement d'entreprise

#### 1- Organes d'administration, de direction et de contrôle

##### DIRECTOIRE

**Président**

Philippe GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

**Directeurs généraux**

Claude GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

**Membre du directoire**

Véronique GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Valérie CONCLOIS, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

##### CONSEIL DE SURVEILLANCE

**Président**

Pierre GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

**Vice Président**

Michel GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

**Membres**

Jacqueline GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, démission en date du 2 juin 2008.

Hervé GIROD, Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, démission en date du 29/10/2008.

EURO MIDCAPS, représentée par M. Hubert PERRIN, nommée le 21 mars 2008 pour une durée de 5 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

Frédérique GENCY, nommée à titre provisoire par le conseil de surveillance du 24 juillet 2008. Sous réserve de ratification de sa nomination par la plus proche assemblée générale ordinaire, Madame Frédérique GENCY exercera son mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

**Fonctionnement du Directoire**

Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Il est convoqué par tous moyens par le président ou par deux de ses membres au moins.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres composant le directoire. En cas de partage, la voix du président du directoire n'est pas prépondérante.

##### RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

**Commissaires aux comptes titulaires**

PLURIS AUDIT SARL  
24 rue des Ecoles, 39000 Lons Le Saunier

ERNST & YOUNG AUDIT SAS  
Tour Crédit Lyonnais  
129, rue Servient  
69326 LYON cedex 3

**Commissaires aux comptes suppléants**

M. Guy MENOULLARD  
24 rue des Ecoles, 39000 Lons Le Saunier

M. Pascal RHOUMY  
Tour Crédit Lyonnais  
129, rue Servient  
69326 LYON cedex 3

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires HT versés au cours de l'exercice (en K€)

	ERNST & YOUNG				PLURIS AUDIT			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	30/09/08	30/09/07	30/09/08	30/09/07	30/09/08	30/09/07	30/09/08	30/09/07
<b>Audit</b>								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	54.4	142.0	81.1	93.2	27.6	39.8	75.6	78.0
Filiales intégrées globalement	12.7	10.4	18.9	6.8	9.4	11.2	24.4	22.0
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	67.1	152.4	100.0	100.0	37.0	51.0	100.0	100.0
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>Total</b>	67.1	152.4	100.0	100.0	37.0	51.0	100.0	100.0

### 2-Renseignements concernant le capital social

Evolution du capital social

	30/09/06	30/09/07	30/09/08
Capital social	14 807 806	14 807 806	14 807 806
Nombre d'actions	1 139 062	1 139 062	1 139 062

Répartition du capital au 30 septembre 2008

	Actions		Droits de vote	
	nombre	%	nombre	%
Société Familiale de Gestion Girod	717 213	62.97	1 434 426	72.92
Famille Girod nominatifs	42 162	3.70	84 324	4.29
EUROMIDCAPS SA	70 000	6.14	138 345	7.03
Autres nominatifs à droit de vote double	421	0.04	842	0.04
Autres nominatifs sans droit de vote double	0	0.00	0	0.00
Flottant	309 266	27.15	309 266	15.72
<b>Total</b>	<b>1 139 062</b>	<b>100.00</b>	<b>1 967 203</b>	<b>100.00</b>

A la connaissance de la société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus ne détient plus de 5% du capital de SA Signaux Girod.

### Droit de vote double

L'article 31, alinéa 3, des statuts de la SA Signaux Girod précise :

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire.

Ce droit est également conféré dès leur émission :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ;
- en cas de fusion, aux actions nominatives attribuées à un actionnaire de la société absorbée en échange d'actions de cette société pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

### Droit de vote aux assemblées

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées extraordinaires ou spéciales (art. 31 al. 3 des statuts).

### Cours de l'action

	Cours moyens en €	Nombre moyen de transaction par séance
Janvier 2008	71.49	867
Février 2008	72.52	107
Mars 2008	72.95	105
Avril 2008	73.66	85
Mai 2008	76.47	128
Juin 2008	71.59	117
Juillet 2008	65.92	96
Août 2008	65.69	29
Septembre 2008	60.32	128
Octobre 2008	52.48	244
Novembre 2008	51.19	58
Décembre 2008	45.87	81
<b>Moyenne</b>	<b>65.01</b>	<b>170</b>

### 3-Liste des mandats

#### **Membres du Directoire**

##### **Monsieur Philippe GIROD**

###### ***Président du Directoire et membre du Directoire***

Directeur Général & membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Girod International
Gérant	SARL Signalisation Catalane
Gérant	SARL Girod Signal 88
Gérant	SARL Est Girod
Gérant	SARL Signaux Girod Bourgogne
Gérant	SARL Alp'Signalisation
Gérant	SARL Société Armoricaïne de Signalisation
Associé	SCI du Lacgir
Gérant	SARL Application 2000
Président	SAS Rangheard Signalisation
Gérant	SARL Signalisation Audoise
Gérant	SARL Etablissements Romain Chelle
Gérant	SARL Languedoc Roussillon Signalisation
Co-gérant & associé	S.N.S.V. Lda (Portugal)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur	Senalès Girod S.L. (Espagne)
Gérant	Alfa Girod Kft. (Hongrie)
Représentant permanent Girod International, personne morale administrateur & président	Summum Signalisation Inc. (Canada)
Président & administrateur	Société de Services en Signalisation - S.S.S. Inc (Canada)
Président & administrateur	Trafic Management Signs – TMS Inc. (Canada) ( <i>Société en sommeil</i> )
Membre du Directoire	Ringway Signs Ltd (Grande-Bretagne)
Administrateur	Girod Semnalizare Rutiera SRL (Roumanie)
Administrateur & actionnaire	SA Trafic Technologie Système
Associé	SARL Electronic Signalisation Installation - ESI
Associé	SARL Signalisation Flasherie Location
Gérant & associé	SARL Morez Lunettes Gipel
Gérant	SARL Société Européenne de Lunetterie - SEL
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Président	SAS Avance Technologique Choletaise - ATECH
Gérant	SARL L'Appentière Fleurie
Président	SAS Concept Urbain
Directeur Général & associé	SAS L'Action Girod
Liquidateur & associé	SARL International Diffusion d'Optique Lunetterie – IDOL ( <i>Société en liquidation</i> )
Associé (NP)	SCI La Pierre Percée
Co-gérant & associé	SARL Société Girod Signalétique
Liquidateur & associé	SARL Espace-Formes ( <i>Société en liquidation</i> )

##### **Monsieur Claude GIROD**

###### ***Directeur Général membre du Directoire***

Président du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Girod Filiales France
Représentant SA Signaux Girod, personne morale Présidente	SAS Girod Sociétés Spécialisées
Président & associé	SAS L'Action Girod
Gérant	SARL Signaux Girod Ouest
Président	SAS Ile de France Signalisation
Gérant	SARL Signalisation Centrale
Gérant	SARL Girod Line
Gérant	SARL Saône et Loire Signalisation
Gérant & associé	SCI du Lacgir
Gérant	SARL Tarn et Aveyron Signalisation
Président	SAS Picardie Signalisation
Administrateur & actionnaire	SA Trafic Technologie Système

## **Gouvernement d'entreprise**

---

Gérant & associé	SARL Signalisation Flasherie Location
Associé	SARL Morez Lunettes Gipel
Président	SAS SIP
Gérant	SARL L'Immobilier Marceau
Associé	SCI Girodyssée
Associé	SARL International Diffusion d'Optique Lunetterie – IDOL ( <i>Société en liquidation</i> )
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Représentant SA Signaux Girod, personne morale membre du CS	SA AIRESS (Jura Lunettes) ( <i>Société en liquidation judiciaire</i> )

### **Madame Véronique GIROD**

#### ***Membre du Directoire***

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Associée	SARL Morez Lunettes Gipel
Associée	SARL Signalisation Flasherie Location
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Associée	SAS L'Action Girod
Associée (NP)	SCI Chemin des Morels
Co-gérante & associée	SARL Société Girod Signalétique

### **Madame Valérie CONCLOIS**

#### ***Membre du Directoire***

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Associée	SARL Morez Lunettes Gipel
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Associée	SAS L'Action Girod
Co-gérante & associée	SCI Girodyssée

### **Membres du Conseil de Surveillance**

Voir liste des mandats et fonction des membres du conseil de surveillance dans le rapport du président du conseil de surveillance sur le contrôle interne.



Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Signaux Girod, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### Estimations comptables

Votre société apprécie à chaque clôture :

- la valeur d'utilité des titres de participation et constitue, le cas échéant, des provisions pour dépréciation, comme cela est décrit en note IV.2 de l'annexe ;
- les risques financiers liés aux litiges et contentieux en cours et constitue, le cas échéant, une provision pour risques, comme cela est décrit en notes IV.6 et V.5 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que, contrairement aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, votre société n'a pas mentionné dans son rapport de gestion les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lons-le-Saunier et Lyon, le 26 janvier 2009  
Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT  
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG  
Mohamed Mabrouk

## Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés – Exercice clos le 30 septembre 2008.

---

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L. 225-88 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Ces conventions et engagements, autorisés au cours de l'exercice, sont présentés dans les tableaux I et II, pages 68 et 69 du présent rapport :

- Le tableau I présente les avances et prêts ;
- Le tableau II présente les autres conventions et engagements.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées dans le tableau III du présent rapport.

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Ces conventions et engagements sont présentés dans les tableaux I et II, pages 68 et 69 du présent rapport :

- Le tableau I présente les avances et prêts ;
- Le tableau II présente les autres conventions et engagements.

Fait à Lyon et à Lons-le-Saunier, le 26 janvier 2009.  
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit  
Mohamed MABROUK

PLURIS AUDIT  
Jean-François GANNE

**TABLEAU I : AVANCES ET PRETS**

Avances et prêts consentis par la Société SIGNAUX GIROD	Montants au 30.09.2008	Conditions
Reçus par		
<b>A - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS NOUVEAUX :</b>		
<b><u>SAS GIROD SOCIETES SPECIALISEES</u></b>	5 029 468,38	1) Avance non rémunérée à hauteur de 6 782 500 €, remboursable en fonction des capacités financières de la société. Solde au 30/09/2008 : 3 221 968,38 €. 2) Avance non rémunérée à hauteur de 7 000 000 € remboursable en fonction des capacités financières de la société. Solde au 30/09/2008 : 1 807 500 €.
<b><u>SUMMUM SIGNALISATION Inc (Canada)</u></b>	465 984,71	Avance de 465 984,71 € consentie un décembre 2003 et remboursable en fonction des capacités financières de la société. Intérêts non facturés au titre de l'exercice et des exercices suivants ; avance désormais considérée comme non rémunérée.
<b>B – CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS ANTERIEUREMENT AUTORISES</b>		
<b><u>TVB GmbH. Société en liquidation judiciaire (Allemagne)</u></b>	2 120 283,44	1) Avance non rémunérée de 428 173,08 €, en exécution d'une caution de 606 000,00 € accordée le 9 février 2001. Durée indéterminée. 2) Avances non rémunérées de 1 692 110,36 €. Durée indéterminée. Avances dépréciées à 100 %.
<b><u>POLSKIE ZNACK DROGOWE (Pologne)</u></b>	7 148,05	Avance non rémunérée, dépréciée à 100 %.
<b><u>SARL ACTUAL</u></b> <b>Société en liquidation judiciaire</b>	267 686,78	1) Avance de 14 656,00 € rémunérée au taux de 4,58 %, remboursable au plus tard le 30/09/04. 2) Avance antérieure de 112 812,27 € rémunérée au taux de 4,50 %. Durée indéterminée. 3) Avance antérieure de 160 000,00 € rémunérée au taux de 4,58 %. Remboursable au plus tard le 30/09/07. Avances non rémunérées sur l'exercice. Avances dépréciées à 100 %.



**Tableau III : Personnes concernées par les conventions relevant de l'article L.225-86 du code de commerce**

NOMS SOCIETES	M. Pierre GIROD	SA EURO MIDCAPS, Représentée par M. Hubert PERRIN	Mme Frédérique GENCY	M. Michel GIROD	M. Philippe GIROD	M. Claude GIROD	Melle Véronique GIROD	M. Hervé GIROD	Mme Jacqueline GIROD	Mme Valérie CONCLOIS	SAD Signaux Girod	SAS GIROD Filiales France	SAS GIROD International	SAS GIROD Sociétés Spécialisées	SASD Sociétale Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD
	SAD Signaux GIROD	Président CS & membre + Action.	Membre du CS + Action.	Membre du CS(1) + Action.	Vice - président CS & membre + Action.	Président D. & membre + Action.	D.G. & membre D. + Action.	Membre D. + Action.	Membre du CS(2) + Action.	Membre du CS(3) + Action.	Membre D. + Action.				
SASD Société Familiale de Gestion de Portefeuille GIROD	Vice-Président CS & membre		Membre du CS	Président CS & membre	D.G. & membre	Président D. & membre D.	Membre D.	Membre du CS(4)	Membre du D. (5)	Membre D.					
SARL GIROD LINE						Gérant						Associée			
SARL Société GIROD SIGNALÉTIQUE					Co-Gérant + associé		Co-gérant + associé								
SUMMUM SIGNALISATION Inc.(Canada)					Rep.perm. G.I Adm. & Président								Associée		
T.V.B.GmbH (Allemagne) (Société en liquidation judiciaire)															
Polskie ZNACK DROGOWE (Pologne)															
SAS GIROD SOCIETES SPECIALISEES						Représentant SAD Signaux GIROD									
SARL ACTUAL (Société en liquidation judiciaire)															

- (1) à compter du 24/07/2008  
(2) jusqu'au 29/10/2008  
(3) jusqu'au 02/06/2008  
(4) jusqu'au 29/10/2008  
(5) à compter du 02/07/2008

## Avis de réunion valant avis de convocation

---

Messieurs les Actionnaires sont convoqués au siège social, le 27 FEVRIER 2009, à 9 heures 30, en Assemblée Générale Mixte suivant l'ordre du jour ci-dessous :

### **I – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :**

- Rapport de gestion établi par le Directoire,
- Rapport de gestion du groupe,
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice et sur les comptes consolidés,
- Rapport du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice,
- Rapport spécial du Président du Conseil de surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne prévu à l'article L. 225-168 du Code de commerce,
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes faisant part de leurs observations sur le rapport du Président,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008, des comptes consolidés et quitus aux membres du Directoire,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-86 du Code de commerce et approbation desdites conventions et engagements,
- Ratification de la nomination provisoire d'un membre du Conseil de Surveillance,
- Autorisation à donner au Directoire de faire racheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

### **II - DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :**

- Rapport du Directoire,
- Rapport des Commissaires aux Comptes exécuté en application des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce,
- Délégation à donner au Directoire en vue d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de Commerce,
- Modification et extension de l'objet social,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

## **PROJETS DE RESOLUTIONS**

### **I - DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :**

#### **Première résolution** (*approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30/09/2008*) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, du rapport du Président du Conseil de surveillance prévu à l'article L. 225-168 du Code de commerce et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 30 septembre 2008, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 41 053 € et qui ont donné lieu à une imposition au taux de droit commun de 13 684 €.

En conséquence, elle donne aux membres du Directoire quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

#### **Deuxième résolution** (*approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30/09/2008*) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels se traduisent par un bénéfice net consolidé part du groupe de 10 781 K€.

### **Troisième résolution** (affectation du résultat) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 7 528 077.37 € de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice	7 528 077.37 euros
- A titre de dividendes aux actionnaires soit 5.00 euros par action	5 695 310.00 euros
- Le solde	1 832 767.37 euros

en totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 32 160 867.95 euros.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 29 mai 2009.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2008 éligibles à la réfaction de 40 % mais n'ouvrant pas droit à abattement pour les personnes morales s'élève à 5 695 310.00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Il est rappelé que :

- conformément aux dispositions de l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158 du Code général des impôts peuvent opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 % en lieu et place de l'impôt progressif sur le revenu (option à formuler avant l'encaissement des dividendes).
- conformément aux dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu sont, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, prélevés à la source.

Le tableau ci-dessous récapitule, pour les trois exercices précédents, l'évolution des dividendes et du revenu global par action et pour l'ensemble des actions émises :

Années	Dividende par action	Nombre d'actions	Revenu global	Revenu distribué éligible à abattement 40 % mais n'ouvrant pas droit à abattement pour les personnes morales
<b>2004/2005</b>	2,15 €	1 139 062	2 448 983,30 €	2 448 983,30 €
<b>2005/2006</b>	2,15 €	1 139 062	2 448 983,30 €	2 448 983,30 €
<b>2006/2007</b>	5,00 €	1 139 062	5 695 310,00 €	5 695 310,00 €

### **Quatrième résolution** (conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de Commerce) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-86 du Code de Commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions et engagements qui y sont mentionnés.

### **Cinquième résolution** (ratification de la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance de Madame Frédérique GENCY, née GIROD, domiciliée : Chemin des Prés Courbes 9 – 1226 Thônex (Suisse), faite à titre provisoire par le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 24 juillet 2008, en remplacement de Madame Jacqueline GIROD, membre du Conseil de surveillance démissionnaire à la date du 2 juin 2008.

En conséquence, Madame Frédérique GENCY exercera lesdites fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2012 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

### **Sixième résolution** (autorisation à donner en vue d'un nouveau programme de rachat par la Société de ses propres actions) :

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, autorise ce dernier, avec faculté de subdélégation à son Président, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce, à faire acheter par la Société ses propres actions, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Signaux GIROD par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises dans le cadre d'une réduction de capital, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente Assemblée générale des actionnaires.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Directoire appréciera, y compris en période d'offre publique dans la limite de la réglementation boursière. Toutefois, la société n'entend pas recourir à des instruments financiers dérivés.

Pour la mise en place de cette autorisation, l'assemblée générale fixe le prix maximum d'achat à 80 euros par action. Le nombre maximum de titres pouvant être détenu ne pourra être supérieur à 10 % des actions composant le capital social de la Société Signaux GIROD au 30 septembre 2008, soit 113 906 actions, pour un investissement maximum de 9 112 480 euros sur la base du cours maximum d'achat par action de 80 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209, al. 1 du Code de Commerce, le Comité d'Entreprise est informé de la résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation dans les conditions légales, à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

### **Septième résolution** (pouvoirs en vue des formalités) :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

## **II – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :**

### **Huitième résolution** (délégation pour réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions) :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport des Commissaires aux comptes :

1°) donne au Directoire l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, soit 113 906 actions, par période de 24 mois, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2°) fixe la durée de validité de la présente autorisation jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

3°) donne tous pouvoirs au Directoire pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, de modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.



### **Neuvième résolution (modification et extension de l'objet social)**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide d'étendre, à compter de ce jour, l'objet social aux activités suivantes :

- Toutes opérations d'aménagement urbain et rural se rapportant à la signalisation routière touristique et informative, la décoration, le mobilier urbain,
- Toutes opérations de maintenance et de contrôle se rapportant à l'activité principale,
- A titre accessoire, conception et conduite d'actions de formation professionnelle ou pré-professionnelle ainsi que d'actions concourant à l'emploi, la promotion sociale et professionnelle des personnes,
- Promouvoir le développement de la formation professionnelle des adultes,
- L'acquisition, l'administration par voie de location ou autres de tous immeubles

En outre l'assemblée générale décide de compléter l'objet social comme suit :

#### Avant

- l'exploitation de tous fonds de commerce, de toute entreprise commerciale ou industrielle concernant la fabrication et la vente de tous articles émaillés ou en toute autre matière et destinés à toute signalisation ;

#### Après

- l'exploitation de tout fonds de commerce, de toute entreprise commerciale ou industrielle concernant la fabrication et la vente de tous articles émaillés ou en toute autre matière et destiné à toute signalisation statique et dynamique ;

### **Dixième résolution (modifications corrélatives des statuts)**

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 3 des statuts, qui est désormais libellé comme suit :

*La Société a pour objet, en France et à l'Etranger :*

- *l'exploitation de tout fonds de commerce, de toute entreprise commerciale ou industrielle concernant la fabrication et la vente de tous articles émaillés ou en toute autre matière et destinés à toute signalisation statique et dynamique ;*
- *toutes opérations d'aménagement urbain et rural se rapportant à la signalisation routière touristique et informative, la décoration, le mobilier urbain,*
- *toutes opérations de maintenance et de contrôle se rapportant à l'activité principale,*
- *l'étude, l'obtention, l'achat, la cession, l'échange, l'exploitation, la vente, la concession de tout brevet, procédé et secret de fabrication, marque de fabrique et systèmes ;*
- *la création, l'acquisition, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ou toutes activités s'y rapportant directement ou indirectement, la mise en location-gérance de tous biens ou droits pouvant se rattacher à l'objet social ;*
- *la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations de commerce pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliances ou d'association en participation.*
- *A titre accessoire, conception et conduite d'actions de formation professionnelle ou pré-professionnelle ainsi que d'actions concourant à l'emploi, la promotion sociale et professionnelle des personnes,*
- *Promouvoir le développement de la formation professionnelle des adultes.*
- *l'acquisition, l'administration par voie de location ou autres de tous immeubles.*

*Elle peut faire, en FRANCE et à L'ETRANGER, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets, spécifiées ou relatives ou impliquées ou résultant de la gestion financière de ses disponibilités, placement, prise de participation et enfin toutes opérations de nature à favoriser le développement du patrimoine social.*

### **Onzième résolution** (formalités)

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

\* \*  
\*

Les demandes d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions par les actionnaires remplissant les conditions légales de l'article R 225-71 du Code de Commerce (montant du capital à représenter : 271 830 € soit 20 910 actions de 13 € de valeur nominale chacune), doivent être envoyées à la direction juridique au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de vingt-cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale. Cette demande devra être accompagnée du texte des projets de résolutions et éventuellement d'un bref exposé des motifs ainsi que d'une attestation d'inscription en compte.

Tout actionnaire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède a le droit de participer à l'Assemblée, d'y voter par correspondance, ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint. La Société tient à la disposition des actionnaires des cartes d'admission.

Conformément à l'article R 225-85 du Code de Commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par CACEIS Corporate Trust, service titres et financiers - 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy-les-Moulineaux Cédex 09, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier qui gère leur compte titres.

L'inscription ou l'enregistrement comptables des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

1. Adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire.
2. Voter par correspondance.
3. Donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint.

Les formulaires de vote par correspondance et de pouvoir seront adressés à tous les actionnaires inscrits au nominatif (pur ou administré).

Les titulaires d'actions au porteur désirant voter par correspondance ou donner procuration peuvent se procurer lesdits formulaires et leurs annexes auprès du siège social ou de leur établissement bancaire ou financier qui gère leur compte titres ; la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et parvenir six jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir, au siège social de la Société, trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

Pour cette assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de télécommunication et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de Commerce ne sera aménagé à cette fin.

## Avis de réunion valant avis de convocation

---

Conformément à l'article R 225-84 du Code de Commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites au Président du Directoire à compter de la présente insertion. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : [actionnaires@signauxgirod.com](mailto:actionnaires@signauxgirod.com), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite des demandes d'inscription de projets de résolution présentées par les actionnaires et/ou le comité d'entreprise.

Rappel concernant l'obligation d'information des actionnaires sur leur participation : **seuil statutaire de déclaration de franchissement de seuil** :

Article 12 - § 4 des statuts :

*"Les actionnaires, conformément à l'article L. 233-7 du Code de Commerce, devront informer la Société du nombre d'actions qu'ils détiennent indirectement ou directement chaque fois que leur participation franchira un seuil fixé à 1 % du capital social ou un multiple de ce dernier pourcentage".*

**Le Directoire**

# Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)

---

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L. 117 de la Loi de sécurité financière du 2 août 2003, nous vous rendons compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance ;
- des conditions particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ;
- des règles et principes arrêtés par le conseil pour déterminer les rémunérations de toute nature accordées aux mandataires sociaux ;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.

## I – DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Activité de la Société : L'activité de la Société est la fabrication et vente de tous articles émaillés ou en toute autre matière et destinés à toute signalisation.

Spécificités : La Société détient :

- 100 % de la SAS GIROD FILIALES France sous laquelle sont regroupées 19 filiales françaises ;
- 100 % de la SAS GIROD INTERNATIONAL sous laquelle sont regroupées 9 filiales étrangères ;
- 100 % de la SAS GIROD FILIALES SPECIALISES sous laquelle sont regroupées 8 filiales ;
- ainsi qu'un certain nombre d'autres participations.

Organisation : Un organigramme hiérarchique et fonctionnel définissant les rôles et les domaines de responsabilité des dirigeants et des salariés de l'entreprise est mis à jour sur une base régulière en tenant compte des évolutions du personnel et des variations des périmètres de responsabilité.

## II– CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

1 - Composition du Conseil de Surveillance

- **Monsieur Pierre GIROD, Président** ;  
Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.
- **Monsieur Michel GIROD, Vice-président** ;  
Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.
- **Madame Jacqueline GIROD, membre** ;  
Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans. Démission en date du 2 juin 2008.
- **Monsieur Hervé GIROD, membre** ;  
Mandat renouvelé le 31/03/2006 pour une durée de 6 ans. Démission en date du 29 octobre 2008.
- **EURO MIDCAPS représenté par M. Hubert PERRIN, membre** ;  
Nommée le 21 mars 2008 pour une durée de 5 ans, soit à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.
- **Madame Frédérique GENCY, membre** ;  
Nommée à titre provisoire par le conseil de surveillance du 24 juillet 2008. Sous réserve de ratification de sa nomination par la plus proche assemblée générale ordinaire, Madame Frédérique GENCY exercera son mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011.

La liste des fonctions exercées par les membres du Conseil de Surveillance dans d'autres sociétés est la suivante :

### **Monsieur Pierre GIROD**

Vice-Président du Conseil de surveillance

Membre du Conseil de surveillance	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Associé	SARL Morez Lunettes Gipel
Associé	SARL Société Européenne de Lunetterie - SEL
Associé	SAS L'Action Girod
Associé (US)	SCI Vers la Chapelle
Associé (US)	SCI La Pierre Percée
Associé (US)	SCI Chemin des Morels

## Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)

---

### **Monsieur Michel GIROD**

Président du Conseil de surveillance	
Membre du Conseil de surveillance	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Associé	SARL Morez Lunettes Gipel
Associé	SARL Société Européenne de Lunetterie - SEL
Associé	SAS L'Action Girod
Associé	SCI Girodyssée

### **Madame Jacqueline GIROD**

Membre du Directoire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Associée	SAS L'Action Girod
Co-gérante & associée	SCI Girodyssée

### **Monsieur Hervé GIROD**

Membre du Conseil de surveillance & actionnaire	SAS Société Familiale de Gestion de Portefeuille Girod
Actionnaire	SA Infotonic Girod ( <i>Société en liquidation</i> )
Associé (NP)	SCI Vers la Chapelle
Gérant & associé	SARL HG Holding
Gérant & associé	SARL Girod Sports – Au Loup Blanc
Gérant	SARL Girod Hôtellerie – Hôtel du Village
Gérant & associé	SC Girod Immo

### **EURO MIDCAPS représenté par M. Hubert PERRIN**

Néant

La société EURO MIDCAPS membre du conseil de surveillance depuis le 21 mars 2008 correspond aux critères retenus par le rapport AFEP-MEDEF d'octobre 2003 pour définir un administrateur indépendant.

### **Monsieur Hubert PERRIN représentant EURO MIDCAPS**

Président Directeur Général	SA EURO MIDCAPS
Membre du Conseil de surveillance	SA KINDY
Membre du Conseil de surveillance	SA CONVERGIE

## 2 - Code de gouvernement d'entreprise

La société a mis en place un ensemble de mesures s'inspirant des principes posés en matière de gouvernement d'entreprise par les « Principes de gouvernement d'entreprise résultant de la consolidation des rapports conjoints de l'AFEP et du MEDEF de 1995, 1999 et 2002 » d'octobre 2003.

Dans ce cadre, la société a notamment procédé à la nomination d'un membre indépendant au Conseil de Surveillance la société EURO MIDCAPS représentée par Monsieur Hubert PERRIN.

Selon le rapport AFEP-MEDEF : « un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».

Les critères retenus pour qualifier un administrateur d'indépendant, sont les suivants :

- Ne pas être salarié ou mandataire social de la société, salarié ou administrateur de sa société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes.
- Ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur.
- Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement :
- significatif de la société ou du groupe,
- ou pour lequel la société ou le groupe représente une part significative de l'activité
- Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.
- Ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes.
- Ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans.

Le rapport AFEP-MEDEF préconise que le nombre d'administrateurs indépendants représente le tiers des administrateurs. Au sien du conseil de surveillance de la société Signaux Girod la part des administrateurs indépendants est actuellement du quart.

Compte tenu de la taille de la structure, le conseil de surveillance assume actuellement le rôle dévolu aux comités spécialisés.

## Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)

---

### 3 - Fréquence des réunions présence au conseil de surveillance

L'article n° 21 des statuts prévoit que le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil s'est réuni 13 fois. Le taux de présence des membres du conseil à ces réunions est de 75 %.

### 4 - Convocations des membres du Conseil de Surveillance

Conformément à l'article 21 des statuts, *"la convocation du Conseil de Surveillance peut être faite par tous moyens même verbalement"*. Les membres du Conseil de Surveillance ont ainsi été convoqués à l'initiative de leur Président, dans les délais impartis. Conformément à l'article L. 225-238 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil de Surveillance qui ont examiné et arrêté les comptes annuels.

### 5 - Information des membres du Conseil de Surveillance

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des membres du Conseil de Surveillance leur ont été communiqués en temps voulu.

### 6 - Tenue des réunions

Les réunions du Conseil de Surveillance se déroulent au siège social.

### 7 - Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués sans délai à tous les membres du Conseil de Surveillance.

## III- PRINCIPE ET REGLES ARRETES PAR LE CONSEIL DE SURVEILLANCE POUR DETERMINER LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTES NATURES ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

En conformité avec les recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées le conseil de surveillance veille à l'application des principes suivants :

- Exhaustivité : la détermination d'une rémunération doit être exhaustive. Partie fixe, partie variable (bonus), options d'actions (stocks options), actions de performance, jetons de présence, conditions de retraite et avantages particuliers doivent être retenus dans l'appréciation globale de la rémunération.
- Equilibre entre les éléments de la rémunération : chaque élément de la rémunération doit être clairement motivé et correspondre à l'intérêt général de l'entreprise.
- Benchmark : la rémunération du dirigeant mandataire social doit être déterminée en cohérence avec celle des autres dirigeants et celle des salariés de l'entreprise.
- Lisibilité des règles : les règles doivent être simples, stables et transparentes ; les critères de performance utilisés pour établir la partie variable de la rémunération, ou le cas échéant pour l'attribution d'options ou d'actions de performances, doivent correspondre aux objectifs de l'entreprise, être exigeants, explicables, et autant que possible pérennes.
- Mesure : la détermination de la rémunération et des attributions d'options ou d'actions de performance doit réaliser un juste équilibre et tenir compte à la fois de l'intérêt général de l'entreprise, des pratiques du marché et des performances des dirigeants.

Les conditions d'application des recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 par le conseil de surveillance sont les suivantes :

- **Contrat de travail en cas de mandat social :**  
Le président du directoire et le directeur général de la société ne bénéficie d'aucun contrat de travail, tant au niveau de la société mère que d'une quelconque de ses filiales.
- **Indemnités de départ abusives (« parachutes dorés ») :**  
Le versement d'indemnités de départ à un dirigeant mandataire social doit être exclu s'il quitte à son initiative la société pour exercer de nouvelles fonctions, ou change de fonctions à l'intérieur du groupe, ou encore s'il a la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite. L'indemnité de départ ne doit pas pouvoir excéder, le cas échéant, deux ans de rémunération (fixe et variable). Ces règles et ce plafond s'appliquent à l'ensemble des indemnités et incluent notamment

## Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)

- les éventuelles indemnités versées en application d'une clause de non concurrence. Tout gonflement artificiel de la rémunération dans la période préalable au départ doit être proscrite.
- **Encadrement des régimes de retraite supplémentaires :**  
Les mandataires sociaux ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire à prestations définies.
- **Règles complémentaires pour les options d'achat ou de souscription d'actions et l'attribution d'actions de performance :**  
La société n'attribue aucune option d'achat ou de souscription d'actions ni d'actions de performance.
- **Transparence sur tous les éléments de la rémunération :**  
Les éléments constitutifs des rémunérations sont rendus publics. Toutefois les rémunérations individuelles ne sont pas publiées.

Conformément aux recommandations AFEP-MEDEF et dans les conditions d'applications définies ci-dessus, la rémunération des mandataires sociaux est déterminée de la façon suivante :

- Les membres du directoire de la SA Signaux Girod sont rémunérés par une part fixe dont la progression annuelle sera désormais identique à l'ensemble des salaires de la société. Ils bénéficient également d'avantages en natures liés à l'utilisation non professionnelle des véhicules de tourisme mis à leur disposition.
- Au titre de leurs fonctions de dirigeants de la SAS SFGPG, société mère du groupe, ils perçoivent une rémunération fixe, et une part variable d'un montant maximum de 0.75 % du résultat net consolidé, part du groupe, hors éléments exceptionnels. Ces rémunérations font l'objet d'une refacturation partielle à la SA Signaux Girod et aux filiales françaises du groupe selon des règles acceptées par le conseil de surveillance de la SA Signaux Girod.

### IV- MODALITES DE PARTICIPATION AUX ASSEMBLEES GENERALES

Les différents éléments d'information concernant les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales sont précisés dans l'article 29 des statuts de la société Signaux Girod SA. Ces éléments sont rappelés dans l'avis de réunion valant avis de convocation publié par la société avant toute assemblée.

### V- PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par la société, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par le directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières ;

D'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que s'est fixés la société, le dispositif de contrôle interne joue un rôle dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités.

#### 1. Organisation générale du contrôle interne

##### a) Les acteurs et leurs rôles

La direction générale de la société veille depuis plusieurs années à la mise en place et à l'application de procédures et de normes spécifiques à l'entreprise.

Des « Comités de Pilotage Qualité » ont été mis en place dans toutes les filiales françaises de signalisation du groupe.

Un « comité de pilotage qualité » (CPQ) comprend :

- les membres de la direction de la société
- le responsable production
- le responsable administratif et comptable
- le responsable qualité (quand le service existe dans la structure)

## Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)

---

Le rôle des comités de pilotage qualité est de :

- valider et mettre en place les procédures applicables sur le site
- améliorer les modes de fonctionnement et de contrôle
- analyser les non-conformités et choisir les actions à mener
- informer la direction générale du groupe.

Chaque comité se réunit une fois par mois pour les structures importantes et tous les deux mois pour les autres. Un comité de pilotage qualité groupe composé des responsables de la société mère, centralise les informations recueillies auprès des comités des filiales. Il analyse les données reçues, étudie les solutions à apporter aux problèmes posés et répercute ses décisions aux comités des filiales.

La société dispose d'un système d'audit interne qui permet de contrôler l'application des procédures et des normes mises en place dans l'entreprise et dans les sociétés du groupe.

Ce système, permet de réaliser des audits internes, généralistes ou d'expertise, dans toutes les filiales françaises (participation supérieure à 50 %) et le site de Bellefontaine.

Le rôle de ces audits est de :

- contrôler les méthodes de fonctionnement pratiquées dans l'ensemble des services des différentes entités
- évaluer les risques
- informer la direction générale
- proposer des actions correctives ou préventives à mettre en place (procédure, information, formation...)

La direction générale valide les actions à mener et la nomination des « pilotes » chargés de les mettre en œuvre et de rendre compte.

Les documents gérés par le système de management qualité sont identifiés par un code selon leur niveau de détail et leur utilisation :

- Une procédure décrit le fonctionnement d'une activité (PG : procédure groupe)
- Un document d'application traite d'un thème avec précision (DAG : document d'application groupe)
- Un document d'enregistrement consigne les traces écrites (DEG : document d'enregistrement groupe).

b) Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques applicables aux processus comptables et financiers

La société utilise un logiciel informatique de comptabilité, centralisé à Bellefontaine, sur lequel les filiales françaises du groupe viennent se connecter via le réseau internet.

Cette organisation permet aux services centraux du groupe, d'avoir un accès direct à l'information concernant ces filiales, et une homogénéisation des traitements comptables.

Les sociétés françaises du groupe utilisent un manuel de procédure comptable propre au groupe et appliquent un plan comptable unique.

L'uniformisation des procédures donne aux services comptables des différentes sociétés une méthodologie de travail commune, qui facilite non seulement le contrôle formel de l'application des règles comptables, fiscales ou commerciales, mais aussi le contrôle de gestion.

Tant le logiciel, que le manuel de procédures comptables ont été conçus dans l'optique de faciliter la mise en application des normes IAS IFRS. Les sociétés françaises dans lesquelles la SA Signaux Girod n'est pas majoritaire (hors DDSR), utilisent des logiciels qui leur sont propres, mais transmettent aux services centraux du groupe le même type d'informations que les filiales à participation majoritaire, (reporting mensuel, rapport de synthèse....).

Le risque lié aux variations des cours de change est faible. La quasi-totalité du chiffre d'affaires social est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change.

Compte tenu du faible endettement du groupe et de la répartition actuelle des emprunts entre taux fixes et taux variables, l'exposition du groupe au risque de variation des taux est très faible.

L'évolution du cours des métaux est suivie par les services achats du groupe qui veillent à assurer un approvisionnement régulier au cours le plus favorable.

Les excédents de trésorerie font l'objet de placements non risqués (SICAV monétaires de trésorerie). La centralisation de trésorerie qui concerne 28 filiales permet d'optimiser l'utilisation des fonds disponibles.

### 2. Mise en œuvre du contrôle interne

Les auditeurs internes évaluent tous les services de la société, allant du service achat aux services comptable et financier, ce qui permet d'identifier les risques et d'évaluer le niveau de maîtrise de ces risques.

### 3. Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière des actionnaires

Les comptes consolidés sont établis par le « service de consolidation » de la société mère. Les liasses de consolidation sont visées par les auditeurs externes des différentes sociétés et sont revues par le service consolidation.



## **Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne (Article L.225-68 du Code de Commerce)**

---

Toutes les sociétés du groupe établissent mensuellement des tableaux de reporting. Ces tableaux, accompagnés de notes de synthèse, sont transmis au siège de Bellefontaine, et analysés en comité de direction. Ces documents, normalisés et adaptés au besoin spécifique d'informations de la direction du groupe et des différentes filiales, permettent de lancer dans des délais très brefs les actions correctives rendues nécessaires au vu de l'évolution de certains indicateurs.

Des contrôleurs de gestion en liaison directe avec la direction générale de la société mère, organisent et contrôlent la collecte de l'information. Leur rôle est aussi d'assister les responsables des différentes filiales dans la mise en œuvre des procédures.

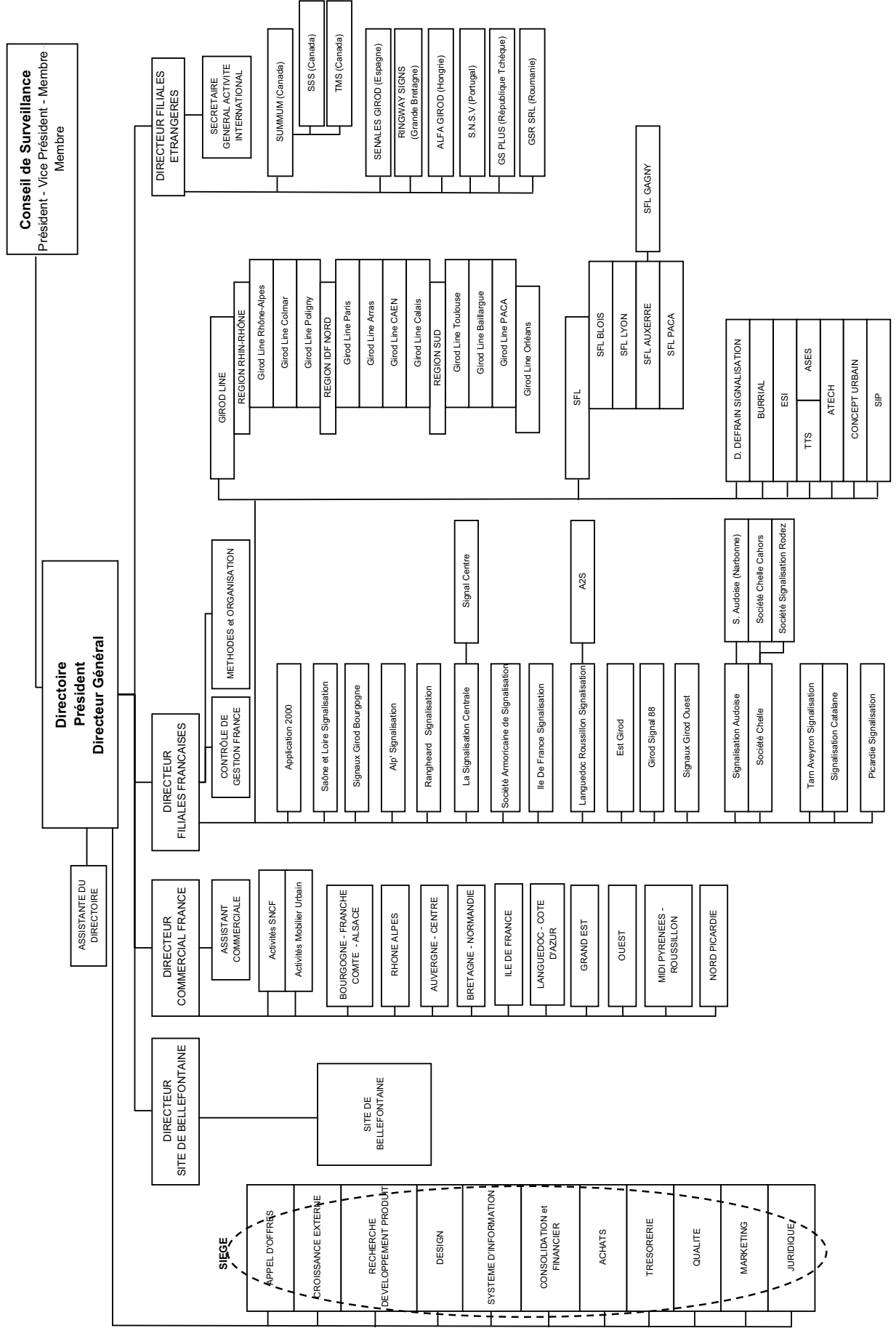
Les filiales étrangères font l'objet d'un traitement particulier, qui tient compte des spécificités nationales, des auditeurs externes venant en appui du service de contrôle de gestion.

Fait à Bellefontaine, le 12 décembre 2008

Le Président du Conseil de Surveillance,

Pierre GIROD

# Organigramme hiérarchique et fonctionnel



**Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société Signaux Girod établi en application des dispositions légales**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Signaux Girod et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

Il appartient au président de rendre compte et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport portant notamment sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, ainsi que d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous attestons que ce rapport comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Lons-le-Saunier, le 26 janvier 2009  
Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT  
Jean-François Ganne

ERNST & YOUNG  
Mohamed Mabrouk

## **DIRECTOIRE**

<b>Président</b>	<b>M. Philippe GIROD</b>
<b>Directeur Général</b>	<b>M. Claude GIROD</b>
<b>Membres du Directoire</b>	<b>Melle Véronique GIROD</b> <b>Mme Valérie CONCLOIS</b>

## **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

<b>Président</b>	<b>M. Pierre GIROD</b>
<b>Vice Président</b>	<b>M. Michel GIROD</b>
<b>Membres</b>	<b>EURO MIDCAPS représenté par M. Hubert PERRIN</b> <b>Mme Frédérique GENCY</b>

## **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

<b>PLURIS AUDIT</b>
<b>ERNST &amp; YOUNG AUDIT</b>

**CODE ISIN** FR0000060790

**CODE EURONEXT** FR0000060790

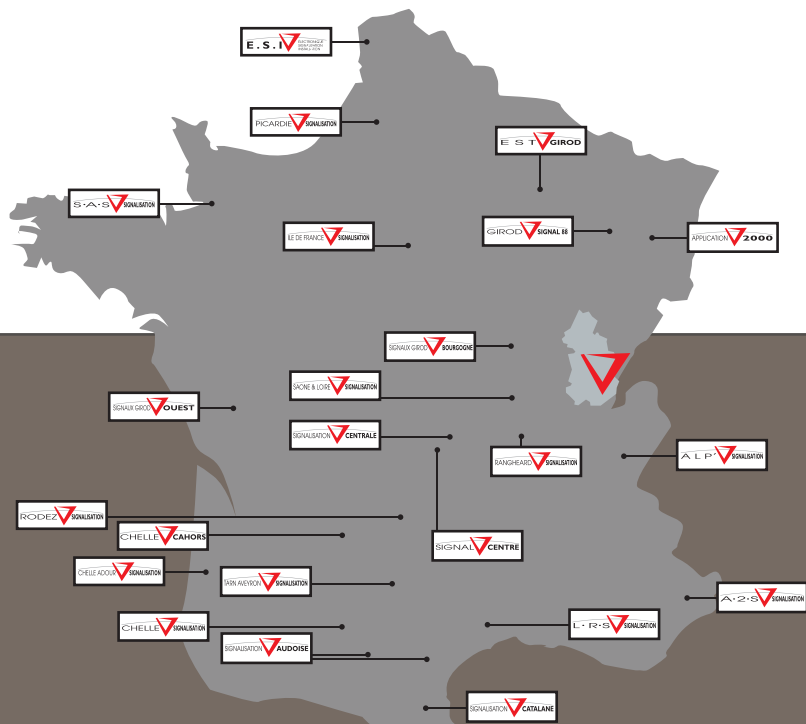
**CODE REUTERS** GIRO.PA

**Retrouvez les informations financières sur Internet :**  
**<http://www.signaux-girod.fr>**





## SIGNALISATION VERTICALE 25 SITES EN FRANCE



SIGNALISATION  
VERTICALE,  
SIGNALÉTIQUE,  
MOBILIER URBAIN,  
ÉMAIL,  
SIGNALISATION  
TOURISTIQUE

## DES SOCIÉTÉS SPÉCIALISÉES



**SIGNALISATION FLASHIERE LOCATION**  
ÉTUDES, LOCATION,  
MISE EN PLACE DE SIGNALISATION  
TEMPORAIRE  
- 7 implantations en France -




**SIGNALISATION ÉLECTRONIQUE**




**concepturbain**  
MOBILIER URBAIN




**MARQUAGE AU SOL**  
- 12 implantations en France -




**FLEURISSEMENT URBAIN**

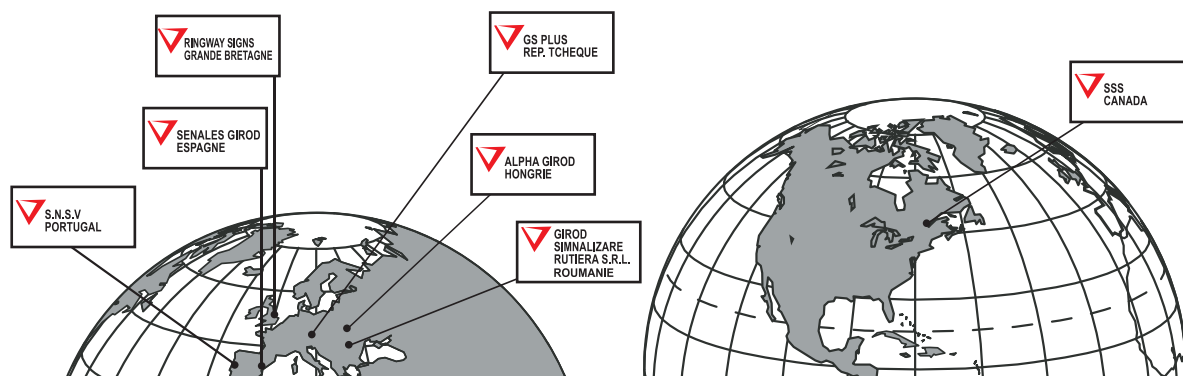



**MARQUAGE ET SÉRIGRAPHIE INDUSTRIELLE**



## 7 FILIALES À L'INTERNATIONAL

FILIALES AUTONOMES POUR LEUR PRODUCTION LOCALE



**SIGNAUX GIROD**  
B.P. 30004 Bellefontaine  
39401 MOREZ cedex

t. 03 84 34 61 00

f. 03 84 34 61 10

[actionnaires@signauxgirod.com](mailto:actionnaires@signauxgirod.com)

[www.signaux-girod.fr](http://www.signaux-girod.fr)